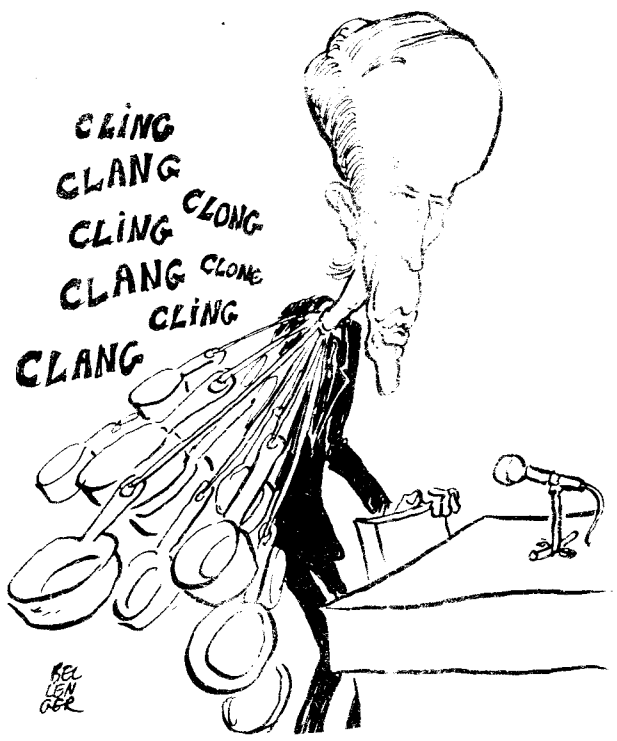
2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

# Combat

SOCIALISTE

N° 50
MERCREDI 6 MAI 1981

## FACE A FACE TV




## Giscard obligé de rendre des comptes

(PAGE 3)

Texte intégral

## MITTERRAND REPOND A BRICE LALONDE

(PAGES 4 et 5)

## Douze engagements pour les personnes âgées

(PAGE 3)

Michel Rocard :

## LE TIERS MONDE ATTEND AUSSI LE 10 MAI

(PAGE 6)

Bobby Sands est mort, ce mardi, après soixante-six jours de grève de la faim

# IRLANDE: LE CHAGRIN ET LA COLERE

***Malgré les appels au calme lancés par les républicains irlandais, de violents affrontements ont commencé à opposer la population catholique aux forces de l'ordre britanniques.***

(PAGE 9)

## La mort d'un combattant

ET maintenant, Margaret Thatcher ? Pour vous, la mort de Bobby Sands n'est qu'un petit incident de parcours, un de plus, direz-vous, dans votre très austère existence.

Retranchée dans votre orgueil, vous n'avez pas voulu reconnaître au jeune combattant irlandais le droit de défendre les libertés : celles de son peuple, qui l'a démocratiquement élu député, le 9 avril. Vous vous êtes enfermée dans ce vocabulaire de droite, égoïste, intransigeant, impérial, pour persister à ne voir en Bobby Sands qu'un criminel de droit commun. Et, bien sûr, vous n'avez pu qu'approuver le laconique commentaire de votre secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord : « *Il s'agit d'un suicide.* »

Bien contre votre gré, Margaret Thatcher, vous avez donné à la grandeur britannique, dont vous prétendez être le symbole, un nouveau sens. Il ne correspond guère aux ambitions d'une nation démocratique et moderne qui veut appartenir à la communauté européenne. Soutenue par les principaux partis politiques de votre pays, y compris par une majorité du Parti travailliste — hélas ! —, vous n'avez pas voulu descendre de votre piédestal.

Bobby Sands n'est pas le premier martyr irlandais de la faim. Entre l'Irlande catholique opprimée et la très altière Angleterre protestante, l'histoire n'a été jalonnée que de malentendus. Et de conflits douloureux.

Le jeune député irlandais, mort sereinement au soixante-sixième jour de sa grève de la faim, a fait un geste politique. Vous le savez, Margaret Thatcher. N'était-ce pas son grand-père qui lui racontait, lorsqu'il était enfant, l'histoire de l'alouette en cage qui refusait de chanter sur l'ordre de celui qui l'avait attrapée ? L'oiseau se laissa torturer et tuer plutôt que d'obéir à son geôlier.

Ce n'est pas vous, Margaret Thatcher, qui comprendrez les symboles. Issue de la droite, vous avez promis à votre pays, et à votre reine, grandeur et développement. Le très noble Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est aujourd'hui un Etat qui s'affaiblit. Par votre entêtement et votre insensibilité, vous avez mis au chômage deux millions et demi de compatriotes. Vos alliés les plus fidèles, au sein de votre propre parti, commencent, enfin, à s'inquiéter.

Quand cesserez-vous d'être la « Dame de fer », Margaret Thatcher ? Lamentable est votre titre.

Edouard BAILBY



***Rosaleen Sands, mère de Bobby Sands.*** (Photo AP)

VU DE PROVENCE

# «Faites la malle...»

NON, nous ne pouvons pas nous taire ; nous ne pouvons pas supporter en silence et faire comme si de rien n'était ! A force de crier, on finira peut-être par nous entendre ? Et si l'on continue à se boucher les oreilles, il faudra bien que quelque chose, un jour, explose...

Nous ne sommes pourtant pas méchants, nous autres Méditerranéens. Nous aurions même tendance à ouvrir trop aisément nos bras et notre porte. Le soleil, pensons-nous, appartient à tous. Et notre terre, pour qui il a une notoire prédilection, nous n'avons jamais souhaité l'entourer de barrières ni de barbelés.

Il est bien naturel que les gens des brumes, des usines noires et de la suie « descendent » sur la Côte d'Azur. Il ne l'est pas que des gens, qui n'aiment le soleil ou notre mer que pour ce qu'ils rapportent, démolissent nos anciennes maisons, arrachent nos vignes, plantent à leur place un building, répandent de l'asphalte où fleurissaient iris, géraniums, mimosas.

Une amie qui vécut son enfance au Cros-de-Cagne me parle de la Saint-Pierre, fête des pêcheurs, à l'issue de laquelle on brûlait, dans un grand feu de joie, la barque de bois la plus vieille. Le bon vieux temps ? Pas si vieux que ça ! Vingt, vingt-cinq ans ? Tout juste. Des filets de pêche bruns, dentelle de corde sur les galets de la plage... Des poissons de vif argent tous les jours... Qui s'en plaignait ?

Autour de la maison, des lauriers-roses, des bougainvilliers, des palmiers, des figuiers. Ah ! les figues blanches ou noires, pleines de guêpes, avec leur goutte de miel quand elles étaient à point ! Tout comme les raisins de septembre, dont les gosses se nourrissaient à satiété. Peu importe si les doigts et la frimousse « péguaient » (*poissaient*, en provençal) ! L'eau n'était jamais loin : la mer, ou les étangs entourés de roseaux.

— Eh ! bien, là, aujourd'hui, exactement là, il y a Marina Baie des Anges !

En prononçant ce nom, elle fait la grimace, son sourire se crispe. Elle demande :

— Vous connaissez Mauris, le chanteur occitan ?

Je ne connais pas Mauris, mais je sens que ça ne tardera pas.

— Ecoutez, dit-elle.

Et elle fredonne :

*Monsurs lu financiers,*
*Monsurs lu banquiers,*
*Monsurs lu promotors,*
*especulators...*
*Fetz la malo, fetz la malo !*
*(Messieurs les financiers,*
*les banquiers,*
*Messieurs les promoteurs*
*et les spéculateurs),*
*Si vous venez pour prendre la terre,*
*Faites la malle, faites la malle !)*

— Je vous parlerai une autre fois des chapeaux de paille, du « *pan bagnat* » (un régal de petits pains fourrés d'olives et d'anchois du pays), de la pissaladière toute fondante d'huile d'olive et d'oignon cuit... Ça nous fera oublier ces horreurs (un doigt pointé sur les blocs de béton, un soupir, la main qui se referme et devient poing).

« ... *Fetz la malo !* »...

**Maurice CHAVARDES**

AU JOUR LE JOUR

# C'est la faute aux scaroles

ENFIN, on tient la coupable, celle qui fait monter l'indice au nez de M. Barre ! On l'a démasquée, présentée à la télé, offerte aux malédictions des ménagères de France. Haro sur la scarole qui, en un an, a augmenté de plus de 15 % ! Regardez-la qui se pavane sur l'écran, inconsciente du scandale, alors qu'elle devrait rentrer sous terre. On lui jetterait des tomates si celles-ci étaient abordables. Mais au prix où sont les fruits et les légumes, on n'a plus à jeter que l'éponge, et la scarole s'en moque.

Pas le coiffeur sans doute, l'autre responsable de l'inflation, qui, nous dit-on, a relevé ses tarifs de 22 % ! Sans doute se nourrit-il de salades. Ou, qui sait ? de pointes d'asperges à 20 francs le kilo. Et nous, alors, que mangerons-nous, pendant qu'il festoie à nos dépens ? Le poisson et la viande se font la courte échelle, les lapins bondissent par-dessus les poulets, et ne parlons pas des gâteaux, ces babas insensés, ces impudentes religieuses, ces éclairs extravagants. D'après l'INSEE, seuls les appareils ménagers se sont montrés raisonnables en ne s'accordant que 9,7 % d'augmentation. En serons-nous réduits à dévorer notre aspirateur ?

par Gabrielle ROLIN

A en croire M. Giscard d'Estaing, c'est tout ce qui nous restera si le socialisme l'emporte. Détournant les yeux de nos malheurs présents, il nous menace de catastrophes futures : « *Ah ! vous trouvez chère la scarole libérale Eh bien, vous verrez quand elle sera marxiste !* » Mais les ménagères haussent les épaules. Quelle confiance accorder à celui qui, depuis sept ans, laisse valser les étiquettes, en invoquant tour à tour la sécheresse, le printemps tardif, la rançon du pétrole ? Et maintenant, ce serait la faute de la scarole si l'indice perce le plafond ? Vous plaisantez, Monsieur le Président. Mais rira bien qui rira le dernier.

## Le droit à la dignité des appelés

Aujourd'hui, près de 240 appelés, dont 2 au 58e régiment de transmissions à Maisons-Laffitte, sont aux arrêts pour avoir fait état publiquement et collectivement de leur opinion. Dans l'armée française, en 1981, le délit d'opinion est sanctionné de 30 à 60 jours d'arrêt simples ou de rigueur en vertu de l'article 10 du règlement militaire. En effet, une fois revêtu de l'uniforme militaire, le jeune citoyen est prié de laisser à l'entrée de la caserne certains de ses droits de citoyen, notamment le droit de s'exprimer et de s'associer. Pour justifier cette restriction les autorités militaires et politiques au pouvoir nous disent : « *Pour être au seul service de la nation, l'armée ne doit faire de politique. L'armée est un domaine à part.* » Un domaine réservé, en quelque sorte.

Réservé au silence, oui... sauf pour les généraux qui apportent leur soutien public au citoyen-candidat. Les appelés, eux aussi, réclament ce droit à la parole. L'appelé de 1981 veut conserver sa dignité de citoyen. Il veut pouvoir regarder en face ses supérieurs, d'égal à égal. Il ne veut plus sentir peser sur lui cette domination hiérarchique qui avilit et rabaisse sa personnalité. « Etre respecté » : voilà ce qu'il souhaite avant tout. C'est un droit à plus de dignité qu'il réclame.

Ce droit peut-il l'attendre d'un mandat, même nouveau, du président sortant ? Il est permis d'en douter. Peut-on attendre le changement d'un homme qui, sous une image de libéral viscéral, s'ancre de plus en plus à droite (voir les politiques suivies par MM. Peyrefitte, Galley et Mme Saunier-Seïté, par exemple) ?

Ce droit à la dignité ne peut venir que d'un changement politique. Le candidat de gauche, François Mitterrand, et son parti, ont fait des propositions concrètes pour améliorer les conditions de vie des appelés du contingent. Après le 10 mai, l'armée ne doit pas être exclue du champ des réformes. Quand Mitterrand parle de l'« état de grâce » qui suivrait son élection, il ne fait pas référence à une notion mythique ou romantique, mais à une réalité historique : celle où le rapport des forces devient favorable au changement, à la réforme. C'est le mouvement après l'inertie. Alors que peut bien représenter cet « état de grâce » pour les appelés de l'armée française ?

C'est un débat public sur la vie quotidienne des appelés pour élaborer des cahiers de doléances à présenter et discuter avec les autorités de chaque caserne. C'est le droit de désigner nous-mêmes des délégués et non de les voir désigner à notre insu. C'est agir concrètement pour l'amélioration de nos conditions de vie quotidienne en demandant :

— une augmentation de la solde fixée le mois précédant les élections à 315 francs,

— le droit aux permissions hebdomadaires et non plus cette tolérance qui semble fendre le cœur de nos chefs quand ils nous les accordent,

— le droit de lire les publications de nos choix...

C'est réfléchir sur le coût d'une défense nationale armée (coût humain éventuel et coût financier immédiat). C'est penser à diversifier nos moyens de défense : il est impossible d'envisager unilatéralement la disparition d'une défense armée, mais il est temps de réfléchir, en France et en Europe, à une défense pas seulement militaire mais aussi civile et populaire.

Toute cette réflexion demande du temps. Une chance de la mener à bien nous est offerte le 10 mai en votant pour le changement.

**Anonymat respecté**

**Union de Services Publics**

ORDURES MÉNAGÈRES
TRAITEMENT - COLLECTE
EXPLOITATION DE DÉCHARGES
NETTOYAGES INDUSTRIELS

SUCCURSALE DE CLERMONT-FERRAND
6, boulevard Saint-Jean Tél. : 91.50.01
Siège social : 71, rue du Général-Leclerc - 95600 EAUBONNE
Téléphone : 959.29.22

## Météo



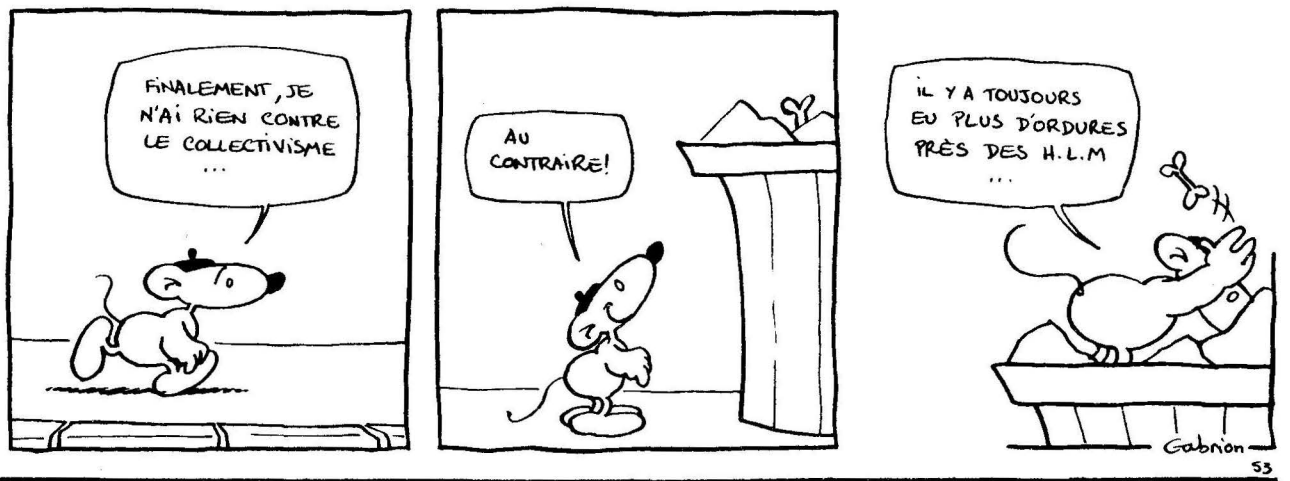
### Pluvieux

Le temps sera variable et frais en général, avec encore des averses résiduelles sur les versants nord des massifs montagneux (Ardennes, Vosges, Jura, Massif central, Alpes et Corse).

Des nuages abondants accompagnés de pluie aborderont nos régions occidentales. Cette zone pluvieuse s'étendra de la Bretagne à l'Aquitaine pour gagner la Normandie, le Bassin parisien et le massif central. Elle sera accompagnée de vent d'ouest modéré à assez fort.

Il y aura persistance du mistral en Méditerranée.

## Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND A LA RESIDENCE VOLTAIRE D'ALFORTVILLE

# Douze mesures pour le troisième âge

« *LUTTEZ-VOUS pour la justice, êtes-vous déjà vainqueur...* » L'hymne à la joie résonne, lancé par soixante-dix voix d'hommes et de femmes, et François Mitterrand, sérieux et concentré, debout face à la chorale du troisième âge, esquisse alors un rapide sourire.

La résidence Voltaire d'Alfortville est pleine à craquer lorsque le candidat de la gauche en franchit le seuil, à 16 h 30, lundi 4 mai. Dans la salle voisine, les chaises ont été prises d'assaut, une heure plus tôt. Les derniers arrivés se faufileront le long des murs, l'invalide de la résidence veille à l'entrée. En rangs serrés, les retraités attendent. Ils sont venus de tous les foyers du troisième âge de la ville. C'est vrai qu'à Alfortville ils s'estiment gâtés.

Sept résidences pour 38 000 habitants, d'une cinquantaine de places chacune. « *Alfort est mieux pourvue que ses voisines* », nous glisse à l'oreille une alerte sexagénaire, pensionnaire aux Lilas

« *La directrice nous a prévenu, il y a deux jours. Tous ceux qui peuvent se déplacer ont fait le voyage. On n'a pas besoin pour ça de nous organiser des transports !* — « *Personne ne vote donc pour Giscard ? — Ah, non alors ! sept ans, ça a trop duré* », lance-t-elle d'un seul élan, approuvée par ses deux voisines.

François Mitterrand se fraye un passage jusqu'à la tribune. Vite dans la salle court un murmure de désapprobation, coupé d'invectives à l'adresse de ses suivants : on leur masque la tribune ! Ces journalistes, agités comme des mouches, sont décidément bien insolents !

François Mitterrand sera applaudi dans sa brève allocution, lorsqu'il lancera, évoquant l'amélioration sous Giscard des ressources des nouveaux retraités : « *Il s'en vante. A vrai dire, il n'y est pour rien. Ce sont les retraités eux-mêmes qui ont gagné leur retraite.* »

Rappelant en quelques phrases la réalité — un minimum vieillesse qui représente 53 % du SMIC ; l'obligation pour les familles de participer aux frais d'hébergement des personnes âgées en établissements de long séjour ; l'inflation qui spolie les épargnants —, le candidat de la gauche énonce ensuite douze mesures pour « *vieillir dans l'autonomie et la dignité. Vous êtes mes témoins et mes relais, je compte sur vous.* »

François Mitterrand n'oubliera pas de rendre hommage à la municipalité d'Alfortville et à son maire, Joseph Franceschi. « *Nul candidat n'a le droit de reprendre à son compte ce qui relève en fait des initiatives de milliers de communes !* »

L'ouragan passé, les retraités de Voltaire s'attarderont dans le hall avant de gagner leur studio : « *29 mètres carrés pour 650 francs par mois* », précise Micheline Dealmarre, la directrice du foyer. Encore faut-il retrancher du prix de la location les allocations logement, soit 469 francs pour les plus démunis. Et de vanter la liberté dont jouissent ses « pensionnaires » : « *Ils reçoivent qui ils veulent ; rentrent à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit ; choisissent, le midi, entre le repas du restaurant à 8 francs et la cuisine qu'ils se font eux-mêmes.* »

Seules différences avec une location ordinaire, la sonnette d'alarme dans l'entrée du studio, et les activités de la résidence : couture, broderie, peinture sur émail pour les soixante-huit dames, billard pour les quatre hommes.

**Catherine MAUSSION**



**A la résidence Voltaire ils étaient venus très tôt pour être bien placés.**

## Ses propositions

1) Le droit à la retraite à taux plein dès soixante ans, pour tous les travailleurs qui le désirent ;
2) Le minimum vieillesse à 1 700 francs par mois au 1er juillet 1981, et 2 000 francs au 1er janvier 1982, et sa réévaluation progressive jusqu'à 80 % du SMIC ;
3) Les pensions de réversion portées par étape de 50 à 60 % ;
4) La suppression des cotisations sociales sur les retraites ;
5) La revalorisation des rentes viagères ;
6) La mensualisation des pensions ;
7) La rétroactivité de la loi Boulin, pour traiter sur le même pied les retraités dont la pension a été liquidée avant l'entrée en vigueur de la loi ;
8) L'indexation d'un livret A de caisse d'épargne par famille ;
9) Le développement de la politique de maintien à domicile, par la création de 20 000 emplois d'aides-ménagères ;
10) La représentation des retraités dans les instances qui les concernent ;
11) La reconnaissance de leur droit à la formation permanente ;
12) Leur accès à tous les équipements collectifs, sociaux et culturels, et l'incitation au rapprochement familial.

# Giscard accepte le débat

HUIT jours après que le candidat sortant a annoncé les conditions selon lesquelles il entendait débattre avec son concurrent, François Mitterrand, un accord est survenu entre les deux parties, lundi 4 avril.

Valéry Giscard d'Estaing, dans une lettre qu'il avait envoyé jeudi dernier, voulait un débat « *à la française* », nouvelle tradition s'appuyant sur un seul antécédent, celui de 1974. Si elle ne présentait pas toutes les garanties d'équité, la formule avait l'avantage d'être simple : « *un corps à corps* » sans règles, devant deux journalistes qui n'avaient droit que de regarder leur montre.

François Mitterrand, après avoir souligné tous les risques de mystification que comportait un tel débat, a obligé le candidat sortant à s'avancer à découvert, puis à lâcher du bout des lèvres qu'il accepterait la présence de journalistes jouant leur rôle.

Lundi en début de matinée, François Mitterrand a donc envoyé à son tour une lettre à Valéry Giscard d'Estaing pour lui rappeler qu'il ne posait qu'une condition, et qu'une seule, à la tenue de ce débat : qu'il soit animé par des journalistes ayant reçu l'agrément des deux parties *(voir ci-contre)*. Dans une conférence de presse Laurent Fabius proposait quatre noms : Jean Boissonnat, Michèle Cotta, Jean-François Kahn et Guy Thomas.

Vers 13 heures, Jean-Philippe Lecat faisait connaître la réponse de l'actuel président de la République : « *Dès lors que la seule condition qu'il posait à l'organisation d'un face-à-face, c'est-à-dire le dialogue direct entre les candidats dans un temps égal de parole, est acceptée, le débat attendu par les Français doit avoir lieu.* » Au passage, le candidat sortant récuse tout de même Jean-François Kahn et Guy Thomas, sous le fallacieux prétexte d'un ordre alphabétique défavorable.

Grâce à l'action du PS, 36 millions de téléspectateurs sont donc en mesure d'assister à un débat honnête, qui évite le spectaculaire pour répondre aux questions que se posent réellement les Français. Nul doute que Michèle Cotta, directeur du service politique de RTL, et Jean Boissonnat, rédacteur en chef du journal économique l'*Expansion* et éditorialiste d'Europe 1, sauront les poser. « *Les thèmes sont simples,* déclarait Jean Boissonnat sur Europe 1 lundi soir, *ce sont le pain, la paix et la liberté.* »

FRANÇOIS MITTERRAND

LUNDI SOIR A LA TV

# «Je préfère le travail au spectacle»

POUR sa première émission télévisée dans le cadre de la campagne officielle, François Mitterrand avait choisi d'être interrogé par Guy Claisse, du *Matin*.

« *Je dois me préparer, réfléchir, savoir de quelle façon aborder la période suivante, celle qui pourrait suivre mon élection. Il faut que je me prépare aux responsabilités qui m'attendent,* devait-il affirmer d'entrée de jeu. *Et je préfère le travail au spectacle.* »

C'est pourquoi François Mitterrand a choisi de privilégier les rencontres avec les différentes catégories socio-professionnelles et les réunions de travail.

Il a ensuite précisé ce qui se passerait une fois qu'il serait élu : après la formation du gouvernement, il fera procéder, comme il l'avait déjà annoncé, à un bilan du septennat ; puis il engagera « *une grande concertation sociale* », en même temps qu'il proposera « *une série de mesures sociales* ». Il a confirmé qu'il dissoudrait l'Assemblée nationale et que les élections législatives se dérouleraient avant le 1er juillet. Puis il engagera « *les réformes en profondeur* ».

Le candidat de la gauche s'est réjoui de voir l'ensemble des forces populaires le rejoindre et il a souhaité que « *les Français qui ne l'ont pas encore rejoint viennent s'associer à l'œuvre de renaissance nationale* ».

Il a conclu en posant la question : « *Voulez-vous vous rassembler et vous unir pour que la France soit capable de sortir de la crise et d'aborder les grands problèmes internationaux comme un pays fort et respecté ?* »

## La lettre à Valéry Giscard d'Estaing

« *Monsieur le Président,*

» *Je pose une condition à notre face-à-face et je n'en pose qu'une seule : que ce soient des journalistes et un réalisateur désignés d'un commun accord qui l'organisent.*

» *Vous invoquez le précédent de 1974, que vous qualifiez abusivement de « débat à la française ». Je me réfère à une longue tradition d'honneur — celle-là bien française — qui veut que l'arbitre soit libre. Or c'est vous qui nommez les responsables des chaînes de télévision.*

» *Il s'agirait de circonstances ordinaires et je serais seul à m'y prêter, les conditions m'en seraient indifférentes. Mais je représente des millions de Français. C'est leur cause que je soutiens. Et je manquerais à leur confiance en m'en remettant au système qui est encore en votre pouvoir.*

» *Au demeurant, la joute télévisée telle que vous la concevez, plus corps à corps que face-à-face, me paraît singulièrement inadaptée à la nature du dialogue avec les Français, qui est l'enjeu réel de cette semaine décisive. Les réponses, capitales, de chacun des candidats — qui débattront entre eux autant qu'ils le voudront dans un temps égal de parole —, ne peuvent être apportées qu'à des questions précises d'observateurs compétents, hors de toute atmosphère de match à sensation.*

» *Je vous le dis donc fermement : ou bien des journalistes et un réalisateur indépendants conduiront le débat, ou il n'aura pas lieu.*

» *Si, comme je l'espère, vous acceptez cette façon de voir, nous réglerons aisément les autres modalités dans un esprit de loyauté.*

» *Si vous persistez dans votre refus, l'opinion sera juge.*

» *Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.* »

*François MITTERRAND*

# La réponse de Mitterrand

**Brice Lalonde a décidé de proposer douze mesures d'urgence aux deux candidats à la présidence de la République (1). Ne s'estimant pas propriétaire de ses voix, c'est en fonction des réponses qui seront faites qu'il demande à ses électeurs de se déterminer. Le candidat sortant n'a pas encore répondu aux écologistes, et pour cause : une seule de ses propositions peut correspondre au programme vert.**

**François Mitterrand a, quant à lui, fait connaître ses positions dès lundi. Il est vrai que le candidat de la gauche est plus à l'aise puisque dix des exigences de Brice Lalonde sont dans la lignée de son programme. Ce qui devait faire dire à Paul Quilès : *« Si j'étais instituteur, je mettrais dix sur douze à François Mitterrand et un sur douze, parce que je suis indulgent, à Valéry Giscard d'Estaing. »***

**Vu l'importance de ce débat, nous rappelons ci-dessous l'intégralité des questions posées par Brice Lalonde et les réponses apportées par François Mitterrand.**



**Alain Barrau, Haroun Tazieff, Paul Quilès, Alain Bombard, Edith Cresson commentent les positions adoptées par François Mitterrand.** (Photo Pascal Lebrun)

*(1) Voir* Combat socialiste *du 2 mai 1981.*

**1** ***Arrêt de l'industrie nucléaire, développement des économies d'énergie et des énergies renouvelables.***

**François Mitterrand :** Les Français auront à se prononcer sur la place qu'ils entendent donner au nucléaire dans l'approvisionnement énergétique de la France. Mon premier souci sera de mettre en place les moyens d'une information complète et indépendante sur le nucléaire ; les Français seront ensuite consultés. J'ai été à l'origine de l'initiative pour un référendum « à la Suisse ». Mais il suppose, vous le savez, une réforme préalable de la Constitution.

Pour ma part, j'estime que le recours à l'énergie nucléaire est aujourd'hui inévitable. Nous avons à assumer l'héritage des structures de production et de consommation qui nous sont léguées, mais son développement doit être limité et contrôlé, de manière à éviter une impasse technique et économique, semblable à celle du tout-pétrole des années 1980, à veiller à la maîtrise de cette technique et à permettre une redistribution de l'effort d'investissement vers les sources d'énergie de l'avenir : le XXIe siècle doit être celui des énergies renouvelables.

D'où ma condamnation du programme tout-nucléaire imposé aux Français, en contradiction avec les engagements de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

L'indépendance de la France doit reposer sur une diversification de nos ressources énergétiques :

— *Les énergies anciennes et nationales,* avec la relance de notre production de charbon qui doit atteindre 30 millions de tonnes en 1990.

— *Les énergies renouvelables,* solaire, bio-masse, géothermie, énergie des vents et des marées, pour lesquelles les efforts entrepris restent trop timides, alors qu'elles pourraient satisfaire 10 % de nos besoin d'ici à vingt ans.

— *Les économies d'énergie,* enfin, « gisement » d'énergie prioritaire par sa contribution rapide à l'indépendance nationale et qui est d'autant plus à développer qu'il peut créer de très nombreux emplois.

Ainsi le programme nucléaire sera-t-il limité aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays réellement informé puisse se prononcer dans le cadre d'un grand débat démocratique.

**2** ***Réunion d'une conférence européenne pour la réduction concertée du temps de travail.***

**F. M. :** Je propose une réduction négociée de la semaine de travail à 35 heures, sans perte de salaire. La concertation européenne sur la durée du travail n'est pas un préalable à l'application de cette politique en France, mais je demanderai que cette concertation soit activement engagée sur la base de l'article 117 du Traité de Rome qui prévoit que les pays membres de la CEE doivent harmoniser dans le sens du progrès le statut social des travailleurs de la Communauté.

Les immenses progrès de productivité, permis par l'évolution prévisible des technologies, offriront aux hommes, s'ils sont mis à leur service dans l'avenir, le « temps de vivre » retrouvé.

**3** ***Conservation de toutes les terres cultivables (sauvegarde du Larzac ; abandon des projets autoroutiers, des projets de mines d'uranium et du projet de canal à grand gabarit).***

**F. M. :** L'espace affecté à l'agriculture ou maintenu à l'état naturel est devenu un bien rare qui sera protégé. La destruction actuelle des terres cultivables en France (plus de 50 000 hectares par an) doit être arrêtée, car elle met en danger les équilibres biologiques.

L'outil de travail, la terre, sera protégé contre la spéculation et contre la surexploitation, en particulier par la création d'offices fonciers cantonaux où les représentants des professionnels seront majoritaires.

La lutte pour la sauvegarde du Larzac est connue. Les socialistes y ont participé aux côtés des populations concernées. Elle est une illustration de notre attitude sur cette question. J'ai reçu moi-même à plusieurs reprises les paysans du Larzac pour leur exprimer mon opposition à l'extension du camp militaire.

Les grands projets d'équipement sont aujourd'hui décidés et réalisés sans réelle concertation des populations et des élus concernés : de nouvelles procédures d'enquêtes publiques devront permettre une information complète, des débats contradictoires et, enfin, une réelle appréciation de l'utilité du projet pour la nation.

La politique d'équipement collectif définie en fonction des besoins et des souhaits de la population devra être économe en consommation d'espace et soucieuse de préserver l'environnement. Elle ne sera jamais imposée contre l'avis des élus locaux et sans consultation préalable des associations représentatives de la population.

A cet égard, j'ai proposé :

— Le désarmement progressif et simultané en vue de la dissolution des blocs militaires, dans l'équilibre préservé des forces en présence ; dans l'immédiat, le retrait des fusées soviétiques SS-20 et l'abandon du projet d'installation des fusées américaines Pershing sur le sol européen ;

— La non-prolifération de l'arme nucléaire ;

— La dénucléarisation des zones névralgiques ;

— L'ouverture d'une négociation sur la sécurité collective en Europe, conforme à l'initiative que j'ai proposée dès 1977 par une conférence sur la réduction des forces et des tensions.

Par ailleurs, je propose la réduction de la durée du service national, la reconnaissance aux soldats des droits de tous les citoyens et l'ouverture plus grande de l'armée à des tâches de protection civile et de coopération internationale.



**« ...J'ai reçu à plusieurs reprises les paysans du Larzac pour leur exprimer mon opposition à l'extension du camp militaire. »** (Photo Sygma)

D'autre part, j'estime nécessaire d'établir une concertation afin d'examiner les conditions dans lesquelles pourront être limitées les conséquences dommageables de certaines opérations déjà lancées.

**4** ***Abandon de la force de frappe nucléaire. Mise en place d'une véritable défense civile.***

**F. M. :** De même que la nécessité de préserver l'indépendance du pays ne peut être contestée, il est certain qu'actuellement la crédibilité de notre défense repose essentiellement sur l'armement nucléaire. Aussi, dans la situation présente, notre défense doit rester articulée autour du concept de dissuasion nucléaire et d'armée populaire.

La lutte incessante en faveur de la paix, et donc du désarmement, fait partie de mes préoccupations constantes.

**5** ***Arrêt des ventes d'armes et reconversion des industries concernées.***

**F. M. :** J'ai la ferme volonté de substituer à la place de premier vendeur d'armes du monde par tête d'habitant, qui est actuellement celle de la France, la place de premier vendeur de produits alimentaires et de biens d'équipement.

Je propose de commencer par l'arrêt des ventes d'armes aux pays à régime dictatoriaux et racistes.

Mais il convient de planifier, afin d'opérer cette reconversion sans mettre en cause les emplois dans ce secteur et sans compromettre la capacité de la France à produire les équipements dont sa propre armée a besoin.

**6** ***Réforme constitutionnelle instituant des référendums d'initiative populaire aux niveaux local, régional, national.***

**F. M. :** Sous réserve qu'elle soit précédée d'une information complète, qu'elle ne pose que des questions claires et ne puisse revêtir un aspect plébiscitaire, la procédure référendaire peut être l'une des plus appropriées à la décision démocratique.

C'est pourquoi j'ai déjà déclaré que pouvait être envisagée la formule du

ERTP
TRAVAUX PUBLICS & BATIMENT
244, rue du Faubourg des Postes - 59000 LILLE
Tél. : (20) 97.14.04

# à Brice Lalonde

référendum à initiative populaire qui fonctionne de manière satisfaisante dans un certain nombre de pays étrangers, dont la Suisse et l'Italie. Les modalités ne posent pas de problème particulier de définition et exigeraient seulement de veiller à ce que le nombre de signatures requises fasse que la procédure soit utilisable sans être détournée.

Au niveau local, le recours au référendum décisionnel peut également être envisagé. Toutefois, la consultation formelle et solennelle des administrés n'est nécessaire qu'en raison de l'absence d'une consultation permanente. Dans le système décentralisé que je propose, l'association constante des habitants à la gestion des collectivités locales ne devrait plus laisser au référendum — procédure exceptionnelle par définition — qu'un domaine d'application résiduel.

**7** ***Election des assemblées régionales au suffrage universel avec suppression des préfets.***

**F. M.** : Depuis longtemps, nous sommes favorables à une région qui soit une collectivité locale à part entière. Dès mon arrivée au pouvoir, la décentralisation de l'Etat sera une tâche prioritaire.

Les conseils régionaux seront élus au suffrage universel, et leur exécutif assuré par leur président et leur bureau.



« La lutte des socialistes pour la défense du Larzac est connue... » (Photo Sygma)

S'agissant de la révision constitutionnelle préalable à ces modifications, vous comprendrez sans doute que je ne puisse m'engager sur un calendrier qui dépend essentiellement, au terme de l'article 89, du déroulement de la procédure devant le Parlement. En revanche, le gouvernement sera invité à déposer rapidement sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant décentralisation de l'Etat et comportant des dispositions relatives au référendum local.

La fonction d'autorité des préfets sur l'administration des collectivités locales sera supprimée. L'exécutif du département sera confié au président et au bureau du conseil général.

**8** ***Représentation proportionnelle, limitation du cumul des mandats, contrôle public des dépenses électorales.***

**F. M.** : Le Parti socialiste s'est prononcé pour l'institution de la représentation proportionnelle aux élections de l'Assemblée nationale, des assemblées régionales et des conseils municipaux pour les communes de 9 000 habitants et plus, et a précisé que chaque liste devrait comporter au moins 30 % de femmes.

Quant à la limitation à deux des mandats électifs émanant du suffrage universel direct et au contrôle public des dépenses électorales, des propositions de loi dont je suis signataire ont déjà été déposées à l'Assemblée nationale.

**9** ***Possibilité pour les citoyens d'attribuer jusqu'à 5 % de leurs impôts à des associations d'intérêt général.***

**F. M.** : La proposition de loi pour le développement de la vie associative, déposée par les socialistes depuis décembre 1977 sur le bureau de l'Assemblée sera soumise au vote du Parlement.

Elle prévoit la définition d'un statut de l'« élu social » permettant aux responsables et animateurs bénévoles des associations de bénéficier d'un crédit d'heures inspiré de ce qui existe pour les organisations syndicales. Elle prévoit aussi des mesures précises pour l'établissement de maisons pour les associations avec services communs et matériel collectif, comme il en existe déjà dans certaines municipalités animées par des socialistes.

Elle prévoit également une « reconnaissance d'utilité sociale » qui permettrait aux associations de bénéficier d'un statut fiscal amélioré (suppression de la taxe sur les salaires et taux réduit de la TVA sur la presse associative), d'une aide publique accrue et de versements directs par les citoyens et déductibles de leur revenu. Le projet relatif à l'impôt sur le revenu, qui sera soumis au Parlement, devra, tant en ce qui concerne les taux que le plafonnement du droit à déduction, assurer un équilibre entre l'encouragement des dons au profit des associations et la nécessité d'éviter d'instaurer un système d'évasion fiscale pour les gros contribuables.

**10** ***Création d'un organisme indépendant d'évaluation et de contrôle des choix techniques.***

**F. M.** : Dans tous les domaines, qu'il s'agisse du nucléaire, des technologies nouvelles, des études d'impact, j'ai déjà proposé la mise en place d'organismes de contrôle et d'évaluation indépendants, afin que ceux qui décident ne soient pas en même temps juge et partie.

Des organisations indépendantes de ce type, placées sous le contrôle du Parlement, permettraient de diffuser à l'ensemble des Français les informations sur les évaluations des choix techniques réalisés.

Je tiens à rappeler que M. André Giraud et le gouvernement actuel se sont violemment opposés à une telle formule dans un récent débat parlementaire, en mai 1980, à l'Assemblée nationale, par crainte de voir leur pouvoir technocratique mis en cause par les élus du peuple.

**11** ***Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.***

**F. M.** : Après avoir voté contre la création de la Cour de sûreté de l'Etat, je n'ai cessé d'en combattre l'existence et le fonctionnement, ainsi que ceux des tribunaux permanents des forces armées en temps de paix. A ce sujet aussi, j'ai personnellement signé une proposition de loi supprimant ces juridictions et j'engagerai le gouvernement à inscrire ce débat à l'ordre du jour du Parlement.

**12** ***Fin du monopole de la radio et de la télévision.***

**F. M.** : Le service public de la télévision et de la radio sera décentralisé et le pluralisme des opinions sera rigoureusement respecté. Dans ce cadre, le droit d'émettre sera garanti aux collectivités locales ainsi qu'aux associations à but non lucratif. Un conseil national de l'audio-visuel, où les représentants de l'Etat seront minoritaires, sera créé.


## Souscrivez pour la victoire

**Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.**

**Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.**
**Le Parti socialiste compte sur vous.**

Nom : ..... Prenom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne presidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.


La redite de Claude Labbé

## Un ralliement en fanfare

LORSQUE Giscard va à la pêche, ça mord ! Le candidat, président ne peut plus se passer des gaullistes ; aussi devient-il tout à coup plus chiraquien que Jacques Chirac lui-même, qui ne dit mot pour l'instant. Dimanche dernier, à Pantin, giscardiens et gaullistes avaient oublié leurs scènes de rupture du premier tour et, lundi soir, lors de la première émission télévisée de la campagne officielle, Giscard d'Estaing avait choisi un jeune député RPR, Michel Barnier, pour l'interwiever.

### *Des électeurs à la dérive*

Le président sortant affiche depuis une semaine un gaullisme sans faille, il se dit un fervent défenseur des institutions. Comment d'ailleurs pourrait-il condamner un système qui lui a permis, en le détournant, de régner sur la France depuis sept ans ? Il n'hésite pas à se reprocher un bureaucratisme excessif, lui qui ne sait pas traiter d'un problème sans créer une structure juridique appropriée. Et, devant ce mea-culpa de circonstance, les parlementaires RPR font semblant d'y croire.

Que signifie la redite de Claude Labbé, qui a rappelé, lundi, qu'il lui apportait son soutien ? Lui fallait-il insister à ce point pour être sûr d'être suivi ? Bernard Pons devait-il s'engager personnellement après la prise de position plus que tiède de son parti ? Où en sont les chiraquiens ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que Jacques Chirac, en rendant ses voix à ses électeurs, ne sait plus où il les a mises. On prévoit 10 % de gaullistes qui voteront résolument pour François Mitterrand, 70 % pour Valéry Giscard d'Estaing, mais on ne sait pas ce qu'il adviendra du reste.

Jacques Chirac se voulait l'arbitre du second tour, mais il est pour l'instant réduit au silence face au ralliement en fanfare des députés gaullistes qui décidément, comme ils l'ont fait depuis sept ans, restent bien au chaud dans la majorité.

**Colette PARIS**

# De gauche... ...à droite

François Mitterrand a affirmé, dans une lettre adressée aux jeunes Basques qui font la grève de la faim depuis vingt-cinq jours à Bourges, qu'il demandera, s'il est élu, que soit soumis au Parlement un projet de loi visant à supprimer la Cour de sûreté de l'Etat. (*Voir pages 4 et 5.*)

• **M. Pierre Mauroy**, porte-parole du candidat François Mitterrand, estime que « *Valéry Giscard d'Estaing en est réduit, pour se faire élire, à faire appel au réflexe de la peur.*

*Le candidat Giscard d'Estaing agite l'épouvantail de la guerre, de la catastrophe économique, qui peut faire pire en la matière que le président sortant ? — Du collectivisme. — Le candidat Giscard s'affole* », a ajouté M. Mauroy.

• **Les syndicats de journalistes** SNJ, CFDT et CGT appellent, lundi dans un communiqué, leurs adhérents à une « grande vigilance » dans le contenu de l'information sur le débat politique.

• **M. Jacques Bidalou** révoqué de ses fonctions de juge par le conseil supérieur de la magistrature, vient d'adresser une lettre aux deux citoyens-candidats à la présidence de la République française. Il espère que le futur président de la République assurera ses fonctions « *avec plus de rigueur que son prédécesseur* ». En effet, selon lui, « *le président de la République en place a laissé se corrompre les principes de la protection juridique et a failli à sa fonction constitutionnelle. Il s'est fait l'allié de la force contre le droit* ».

• **Le Conseil représentatif des institutions juives de France** (CRIF) a fait lundi la mise au point suivante : « *A la suite des informations publiées dans la presse écrite et parlée sur une rencontre du CRIF avec le candidat Valéry Giscard d'Estaing, le CRIF tient à faire savoir que rendez-vous a été pris avec les deux candidats à la présidence de la République, pour leur présenter entre les deux tours les positions de la communauté juive organisée.* »

## Motards en colère

La Fédération française des motards en colère (FFMC) a fait parvenir, lundi 4 mai, aux candidats à la présidence de la République, une lettre leur demandant de prendre position sur le problème de la vignette auto.

Une rencontre avec les élus

# Pour vivre, travailler et décider au pays

**François Mitterrand se rendra, jeudi 7 mai, à 16 heures, au théâtre de l'Empire, à Paris, pour rencontrer les élus socialistes et républicains et tous ceux qui veulent s'engager à ses côtés. Cette réunion a été organisée par Marcel Debarge, secrétaire national du PS aux collectivités locales.**



Marcel Debarge.

COMME le rappelle Marcel Debarge, *« l'engagement des élus dans la campagne a été très intense »* et pèse d'un poids certain dans la décision des électeurs. En effet, les élus, et notamment les élus locaux, constituent l'un des pivots de la vie politique. Ils ont la confiance de ceux qui les ont choisis pour gérer les affaires de leur commune, de leur département ou de leur région.

Ce sont des responsables et s'ils s'engagent aux côtés de François Mitterrand c'est qu'ils ont besoin d'un président responsable. Chacun conaît les difficultés de gestion très grandes que rencontrent aujourd'hui les communes pour faire face aux charges qu'elles ont à supporter.

Les propositions du candidat de la gauche — en particulier l'indépendance financière par la réforme des finances locales, l'indépendance politique, en mettant fin aux tutelles administratives et l'indépendance technique par la création d'une véritable fonction publique locale — vont enfin permettre la définition d'une réelle politique de la commune et une réelle vie locale par la prise en charge par les citoyens eux-mêmes des problèmes qui les concernent directement.

*« Et c'est d'ailleurs là,* explique Marcel Debarge, *que le rôle de l'élu est fondamental. Il est au contact de la vie quotidienne. Il connaît les problèmes du chômage, de la vie chère, des difficultés de trouver un logement dont le loyer ne soit pas exhorbitant. Et là aussi, les propositions de François Mitterrand correspondent bien à ce qu'il faut faire dans ces domaines. »*

Enfin et surtout, les élus seront les artisans de la décentralisation. *« C'est un des points clés de l'action d'un gouvernement de gauche que de donner aux assemblées locales et régionales d'authentiques pouvoirs politiques, économiques et culturels. »*

Il s'agit pour les élus de pouvoir faire passer dans les faits le beau mot d'ordre du Parti socialiste : *« Vivre, travailler, décider au pays. »*

**G. T.**

POINTS FORTS

# *Le tiers monde, aussi, attend...*

**par Michel ROCARD ***

DANS l'insolent orgueil avec lequel M. Giscard d'Estaing a coutume de s'approprier la France, le sommet a été atteint, je crois, l'autre jour quand il a évoqué les conséquences de l'élection de François Mitterrand en matière de politique internationale. A l'en croire, un socialiste à l'Elysée ferait le même effet dans les chancelleries du monde occidental que le déferlement, en 1936, de tous les « congés payés » sur les plages de France : on n'y reconnaîtrait plus les siens.

Je crois, au contraire, qu'on y verrait beaucoup plus clair, et je veux témoigner ici, ayant eu l'occasion de voyager beaucoup tout au long de l'année dernière, que l'arrivée de la gauche au pouvoir est attendue avec au moins autant d'impatience au Proche-Orient, en Amérique latine, en Afrique et certainement en Asie, que dans les villes et les villages de France, où un peuple debout attend quelques jours encore de pouvoir reprendre ce pouvoir si longtemps contesté.



Car notre pays — il est vrai modeste par sa taille et, à tant d'égards, aujourd'hui si dépendant — est encore assez fort de sa longue histoire et de sa tradition dans le domaine des droits de l'homme pour porter avec lui un capital d'espérance qui ne peut guère se mesurer en unités de compte européen ou en pétrodollars.

La France est, en Europe, le seul pays capable aujourd'hui de prendre des initiatives politiques et en même temps, en raison de sa taille économique, financière et sociale, de modifier de façon significative l'équilibre des forces sur notre continent afin de l'amener à se réveiller.

Tout le tiers monde attend donc de la France, et de la France en Europe, de ne plus en être réduit au choix d'échapper aux griffes d'une des deux superpuissances pour basculer à plus ou moins longue échéance dans l'orbite de l'autre. Il attend qu'un pays du monde développé — et qui le pourrait mieux que la France ? — conçoive la coopération économique et le développement autrement que par la surexploitation et la recherche de nouveaux profits. Il attend que l'Occident ne s'aligne plus inconditionnellement derrière les Etats-Unis pour soutenir les dictatures militaires ou les régimes les plus sanguinaires.

Oui, j'en suis sûr, dimanche 10 mai, dans les faubourgs de Managua, à Zharlé ou à Jérusalem, au Caire ou à Dakar, et dans tant d'autres régions, où le tiers monde se trouve aujourd'hui bloqué dans son développement, on scrutera avec attention le visage du nouveau président de la République française.

Je voudrais que, parmi toutes les raisons qui nous font un impérieux devoir de gagner cette bataille présidentielle, l'on n'oublie pas celle-ci : rendre à la France, dans le monde, une voix dans laquelle se reconnaissent ceux qui souffrent et qui espèrent.

**M. R.**

** Membre du bureau exécutif du Parti socialiste.*

## Spécial PS

### Réunions publiques

• *Mercredi 6 mai.* — Pierre Mauroy à **Draguignan** et **Hyères**; Jean-Pierre Chevènement à **Châtellerault**; Yvette Roudy à **Saint-Lô**; Edwige Avice à **La Machine** (Nièvre); Claude Germon à **Morteau**; Georges Sarre à **Epernay**; Edgard Pisani à **Maubeuge**; Michel Rocard à **Saint-Girons** (Ariège), puis à **Thuir** (Pyrénées-Orientales); Pierre Guidoni à **Lunel**; Pierre Bérégovoy à **Tulle**.

• *Jeudi 7 mai.* — Yvette Roudy à **Penac**; Edgard Pisani à **La Grande-Combe**; Michel Rocard à **Castelnaudary**, puis à **Narbonne**; Louis Mexandeau à **Montereau** (Seine-et-Marne); Paul Quilès à **Epinay**; Michel Coffineau à **Clermont-Ferrand**; Alain Bombard à **Etaples** (Pas-de-Calais); Didier Motchan à **Auch**; Pierre Mauroy à **grenoble**; Edwige Avice à **Paris** dans le **XIVe arrondissement** au 75, rue d'Alésia.

### Débats

• *Jeudi 7 mai.* — Alain Bombard et Henri Fauqué face à J.-C. Colli et M. Blaizeau sur le thème « L'énergie solaire » à l'initiative du Comité d'action solaire au Palais des congrès, à 14 h 30. Cartons d'invitation à retirer au 10, rue de Solférino ou au Comité d'action solaire, 7, rue du Laos, XVe.

BREF

## *Charles Hernu : des militaires ne pourront pas voter...*

De nombreux soldats effectuant leur service militaire se sont plaints récemment de ne pouvoir accomplir leur devoir électoral à l'occasion des présidentielles.

Charles Hernu, conseiller de François Mitterrand pour les problèmes de défense déclare à ce propos dans un communiqué : *« Contrairement aux affirmations du ministre de la Défense communiquées le 30 avril 1981, il s'avère que des déplacements de troupes auront bien lieu au second tour de l'élection présidentielle, empêchant ainsi des militaires de carrière et appelés de voter normalement.*

*» D'autre part, il est fait état du refus de délivrance de billets de transports gratuits pour aller voter, apportant ainsi une gêne réelle compte tenu de la modicité de la solde des appelés.*

*» Le pouvoir aux abois ne se grandit pas dans de telles manipulations. »*


MINI-CHARGEUSES
PANDA
5 modèles de 14,5 à 66 ch
ENTRAINEMENT HYDROSTATIQUE



• hauteurs de déchargement : de 2,04 m à 2,46 m
• largeurs hors tout : de 1,04 m à 1,80 m
• godets standard : de 220 à 580 litres autres capacités : en option

J. DELOCHE PUBL.

EQUIPEMENTS : PELLE RETRO - TARIERE
DEBROUSSAILLEUSE - FOURCHE

SOCODIMA

stam
Travaux Publics et Bâtiments
Assainissement routes - Location de voitures
5 à 13, rue de la Distillerie - 59100 Roubaix Tél. : 02.01.37

SOF - TRA - NET
Rue de lille
59250 HALLUIN - Tél. : 94.53.27
Collecte et exploitation d'usine d'incinération de la C.U.D.L.
Enlèvement et traitement des déchets industriels et commerciaux

s.a. PINTEX
467, av de Dunkerque
B.P. 34
59160 Lomme-Lez-Lille
PEINTURE
REVETEMENTS
MURAUX
VITRERIE
COUVERTURE
BARDAGE

GISCARD ET Cie

# Si ce n'est lui, c'est donc son frère

PROMOTIONS chez Thomson-CSF. Aux côtés de Jacques Darmon qui vient renforcer la direction du regroupement des activités de télécommunications, informatique, télématique et bureautique, Philippe Giscard d'Estaing, cousin du président sortant du même nom, vient renforcer l'autorité de l'organisation internationale du groupe.

Ainsi donc, le népotisme giscardien se renforce-t-il sans même attendre le résultat du verdict populaire. Désormais les Giscard sont partout. Industrie, finance, haute administration, peu de domaines leur sont étrangers.

Pendant une bonne partie de sa vie, Edmond Giscard d'Estaing, le père de l'actuel président, a dirigé la Société financière pour la France et les pays d'outre-mer (SOFFO) dont la Financière de Suez détient 42 % du capital. Jusqu'en 1978, il a siégé à la SOFFO et au conseil d'administration d'UTA avec René Bousquet, l'ancien chef de la police de Pétain.

Olivier Giscard d'Estaing, frère de Valéry, occupe aujourd'hui des fonctions importantes à la tête d'IBM-France ainsi que des sociétés Trailor et McGann-Erikson.

La sœur du président, Isabelle Lasteyrie du Saillant a été nommée chargée de mission au ministère de la Culture. Elle est l'épouse de Guy Lasteyrie du Saillant qui a pris en charge, après la retraite d'Edmond, les intérêts de la famille Giscard d'Estaing dans la SOFFO. Il est directeur et mandataire général pour la France de la société d'assurance américaine New Hampshire Insurance et président de la filiale française American International Underwritters.

Cousin germain de Valéry Giscard d'Estaing, François Giscard d'Estaing est l'homme qui a tenu les cordons de la bourse lors du sacre impérial de Bokassa. A la tête de quinze banques, sociétés et entreprises, il est directeur de la Banque centrale de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Pendant longtemps financier du président de la république du Tchad, il est aujourd'hui président de la BFCE (Banque française du commerce extérieur) et siège à la Safa-Cameroun (plantation d'hévéas). Il est également au conseil d'administration de la compagnie holding d'Edmond de Rothschild et au conseil des Assurances générales de France. Censeur à la SNIAS, il est aussi membre du conseil de surveillance d'Airbus-Industrie.

### *Tendres cousins*

Les cousins ne sont pas non plus tenus à l'écart des affaires. Jacques Giscard d'Estaing qui occupe le poste de directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de Framatome, est par ailleurs, président de la Société des mines d'uranium au Niger (Somaïr) et de la Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse (Sofidif). Il a été nommé en janvier dernier conseiller-maître à la Cour des comptes.

Jacques Georges-Picot, cousin germain du président, est président d'honneur du groupe financier Suez. Bruno Georges-Picot, fils de Jacques, occupe les fonctions de directeur d'Indosuez et d'administrateur de huit sociétés du groupe Suez, dont la Sofinco-La Hénin, et Denis Georges-Picot, frère de Bruno, le poste de directeur financier de CDF-Chimie tout en étant administrateur de six autres sociétés dont Agroduits et Ripolin.

Reste enfin, Henri Giscard d'Estaing, le fils, qui préside aux destinées de *Loir-et-Cher Hebdo*, un hebdomadaire régional qui a bien du mal à s'imposer dans cette région où il envisage de se présenter à la députation.

Vigne, fruits et légumes engourdis

# La viticulture frappée par le froid

*LE froid s'est abattu sur l'ensemble de l'Europe, dès le lendemain des fêtes de Pâques. Avril avait commencé par une période chaude et clémente, il a fini sous la neige et les frimas. La végétation avait démarré rapidement, l'agriculture tout entière, quelles que soient les cultures, a donc souffert de cette vague de froid. En Allemagne, en Hollande, les pommes de terre ont été touchées, alors que, dans la vallée du Rhône, les fruits et les légumes ont gelé. En Champagne, où, déjà en 1978 et 1980 la vigne avait été frappée par les intempéries, on estime que près de 20 % de la récolte 1981 est compromise.*

*C'est dans la montagne de Reims et dans les vallées de l'Aisne et de l'Aube que les dégâts sont les plus importants. Là, près de la moitié des bourgeons ont été détruits.*

### *Des chiffres*

*On sait que la pénurie dont souffre la région de Reims et d'Epernay risque de compromettre l'économie régionale. Ceux qui, depuis quelques années déjà, tirent la sonnette d'alarme voient leur position confortée. Une fois de plus, il faudra contingenter les exportations et augmenter les prix. Au risque de perdre certains marchés ! Ou ne plus garder trois ans de stocks. Au risque de perdre la qualité du champagne ! En 1980, les baisses des exportations en volume ont atteint 10 % sur la Belgique, 7,1 % sur la Grande-Bretagne, 6,8 % sur le marché des Etats-Unis. On peut s'attendre à une confirmation de cette tendance cette année. Certains marchés risquent de se retourner vers les vins mousseux, peut-être définitivement.*

*Plus graves sont les dégâts qui ont été occasionnés par la grêle dans la région du Minervois. En juin, en mars et la semaine dernière, trois fois en dix mois, la grêle est tombée sur dix communes comprises entre Narbonne et le terroir de Minerve. Les agriculteurs de cette région rendent l'EDF responsable de ces orages. En effet, une ligne à très haute tension traverse la région. Avant sa mise en service, la grêle épargnait cette zone. Trois fois en dix mois ! On peut se poser des questions...*

*L'heure maintenant est aux bilans. Malgré la demande formulée par Henri Michel, député socialiste de la Drôme, la vallée du Rhône, pas plus que les autres régions, n'a été déclarée zone sinistrée. On sait que la durée entre la reconnaissance du sinistre et son indemnisation par les pouvoirs publics est longue. Si l'on veut rendre justice aux agriculteurs, il convient de mettre en place très rapidement les dispositions prévues par la loi. Il n'en a rien été. Il est vrai que le revenu des producteurs de fruits, de légumes, de vin, préoccupe moins le gouvernement que celui d'autres régions et d'autres productions. En quelques heures, le travail d'une année est réduit à néant. La moindre des justices serait de se pencher sur le sort de ceux qui subissent ces calamités.*

*Le consommateur, pour sa part, n'aura que peu à souffrir de ces dégâts. Les fruits et légumes comme le vin sont des productions excédentaires. Leur destruction partielle n'entraîne en général que peu d'incidence. Si les pêches et les abricots sont plus chers que l'an dernier, on s'arrange pour en faire entrer d'Espagne ou d'autres pays méditerranéens. Si les prix augmentent, les agriculteurs n'en sont pas les premiers bénéficiaires.*

**Georges THOR**

## Baisse du revenu des agriculteurs en 1981

*LE revenu brut agricole devrait diminuer en France de 1,2 % en 1981, selon une étude prévisionnelle effectuée par des experts.*

*En dépit des 3,5 milliards de francs d'aides qui seront comptabilisés en 1981, sur les 4,1 milliards au total décidées en novembre 1980, et des 12,2 % de hausse moyenne des prix obtenus pour la France à Bruxelles, le revenu des agriculteurs enregistrerait ainsi une baisse pour la huitième année consécutive.*

*Ces prévisions pessimistes s'expliqueraient par une faible augmentation du volume des livraisons et par une augmentation en volume des consommations intermédiaires dont les prix enregistreraient une hausse importante.*

*Ces chiffres sont également en recul par rapport à ceux établis par la direction de la prévision du ministère de l'Economie en février 1981 qui prévoyaient alors un maintien du revenu grâce aux aides, sans lesquelles ce dernier aurait enregistré une régression de près de 5 %.*

Mutuelles

# Mitterrand veut supprimer le ticket modérateur

*LE président de la mutualité française a interrogé par lettre les candidats à la présidence de la République afin que ceux-ci rendent publique la façon dont ils conçoivent le rôle de la mutualité dans la société de demain.*

*Dans sa réponse, le candidat sortant précise :* « Je considère comme réglé dans les faits le problème du ticket modérateur d'ordre public ». *Il est donc clair qu'après avoir cautionné la parution de ce décret inique, Valéry Giscard d'Estaing ne s'engage pas à l'abroger.*

*Cette abrogation, seule issue légale durable pour annuler la menace qui pèse sur l'action du mouvement mutualiste, est pourtant exigée par l'ensemble des sociétés mutualistes du pays.*

*François Mitterrand, lui, indique :* « En outre, si je suis élu à la présidence de la République, le gouvernement que j'aurais nommé devra, parmi ses premières mesures, abroger le décret instituant le ticket modérateur d'ordre public. »

*Connaissant les difficultés rencontrées par les œuvres mutualistes, il préconise également une série de mesures réclamées en vain depuis des années par les responsables mutualistes.*

Selon FO et la CFDT

# L'ordinateur menace 80 000 employés bancaires

*LE secteur bancaire pourrait être amené à remplacer, dans les années à venir, 40 000 à 50 000 personnes par des ordinateurs chargés des tâches administratives, et à* « faire l'économie » *de 33 000 autres emplois par la suppression des petits chèques.*

*C'est ce que soulignent avec inquiétude la Fédération des employés et cadres Force ouvrière ainsi que la Fédération française des syndicats de banques et établissements financiers CFDT dans leur bulletins internes respectifs.*

*Les chiffres avancés émanent de l'Institut de recherche interbancaire, qui vient d'organiser une journée d'études sur le thème :* « Les banques contraintes au licenciement ? »

*FO dénonce le laxisme des responsables des banques, qui vont être confrontés à de graves troubles sociaux si rien n'est fait pour empêcher cette évolution.*

*De son côté, la CFDT indique que 4 703 emplois ont été supprimés de 1978 à 1980 dans quatre grandes banques employant 135 690 personnes au 31 décembre 1980 (Crédit du Nord, Banque nationale de Paris, Société générale et Crédit lyonnais).*

*Elle estime* « inadmissible », l'attitude « négative et passive » du patronat bancaire, et, *face à ces questions d'emploi, elle a décidé de lancer une vaste campagne d'information en direction du personnel.*

BREF

• **La conserverie Basset** de Concarneau (Finistère), qui emploie 91 salariés, va prochainement fermer ses portes. La fermeture de l'usine de Concarneau intervient après celle de l'autre usine du groupe, située aux Sables-d'Olonne (Vendée), à la fin de l'été 1980. Après la cessation d'activité des deux usines du groupe « Basset », il ne reste plus qu'une seule conserverie artisanale, de 20 salariés, alors qu'il y en avait une trentaine, employant 1 000 personnes, en 1960.

• **Les quelque 140 ouvriers** de l'usine de préfabriqués Cogipreba à Montesson, dans les Yvelines, sont en grève depuis le 30 avril dernier et occupent leur usine. Ils entendent ainsi obtenir une augmentation de 10 % de leurs salaires et le paiement d'un treizième mois.

# Des pompistes oubliés sur le bord de la route

*Les gérants libres de stations-service réclament un statut*

LES gérants libres de stations-service ne sont pas contents. Et, phénomène inhabituel, ils commencent à le faire savoir, comme en témoigne les multiples démarches de Marc Roulot, le président du Syndicat national des gérants libres de stations-service. Ceux-ci sont au nombre de 7 000 environ, sur les 40 000 points de vente de carburant qui existent en France et représentent 48 % de la distribution.

Inquiets des graves menaces qui pèsent sur la profession puisque récemment la Shell décidait de supprimer quelque 1 200 points de vente, des gérants libres de la région parisienne décidaient de se réunir le 27 avril. Démarche trop audacieuse, jugèrent les pétroliers qui sont intervenus, croient savoir certains garagistes, pour que la réunion n'ait pas lieu, en tout cas pas dans le local initialement choisi. Cependant que, par des démarches de leurs attachés commerciaux, les sociétés pétrolières exercent des pressions directement sur les gérants, et plus spécialement sur les jeunes, dès qu'il leur prend l'envie de remettre en question un tant soit peu l'actuelle situation.

### Des contrats illégaux

Quelle est-elle ? Jusqu'en 1973, à l'expansion de la consommation de 5 ou 6 % par an des carburants a correspondu une multiplication des points DICA (Direction de l'industrie des carburants), c'est-à-dire des droits d'approvisionnement accordés par l'administration aux pétroliers. Après un contrat d'adhésion passé avec les sociétés pétrolières et qui fait la loi entre les parties, les gérants exploitent ainsi les réseaux officiels de distribution. Or, souligne Marc Roulot « *ces contrats sont illégaux parce que ne faisant aucune référence au droit du travail puisque rien dans la législation française ne traite de la distribution (pas plus des carburants que d'autre chose). Ne disposant ni de convention collective, ni de couverture sociale, les gérants, en cas de litige, étaient dont obligés de porter individuellement leur cas devant les tribunaux pour pouvoir bénéficier des avantages liés à la convention nationale de l'industrie du pétrole, selon une procédure d'assimilation* ».

Si les gérants libres réclament depuis longtemps un véritable statut conforme à la législation et à la jurisprudence acquise, Marc Roulot considère qu'« *aujourd'hui, il y a urgence compte tenu des licenciements abusifs, conséquence de la restructuration des réseaux, des marges qui s'amenuisent, des difficultés de trésorerie des gérants qui payent le carburant comptant, tout ça sans prendre de vacances, en travaillant parfois quinze heures par jour, et sans parler du remboursement de la TVA, qui court d'un mois sur l'autre* ».




**La restructuration des points de vente, voulue par les compagnies pétrolières, menace directement les gérants libres.** (Photo Alain Nogués/Sygma)

### La réglementation en éclats

En outre, disent certains gérants, « *si l'on avait un statut, cela nous permettrait de nous insérer dans les nouveaux modes de distribution, c'est-à-dire les futurs points de vente complètement automatisés avec cartes de crédit sans porter préjudice à la profession* ».

Autre sujet d'inquiétude : la libération des prix pétroliers. « *Là il va falloir clarifier le problème, parce qu'elle va faire voler en éclats toute la réglementation en vigueur. Et, comme d'habitude, l'administration s'en occupe sans en référer aux professionnels, donc sans tenir compte des conséquences qu'elle aura. Beaucoup de gens sont concernés. S'agira-t-il de la libération à la sortie raffinerie, et dans ce cas les raffineurs se feront de la concurrence entre eux, ou à la pompe ? Cela paraît en tout cas impensable qu'ils soient libres à la pompe et pas à la reprise, soit en sortie de raffinage. Pour nous, la liberté des prix passe par le choix des fournisseurs. Plus question de contrat d'exclusivité.* »

*Personne jusqu'à maintenant n'a touché à la loi de 1928, « qui est un véritable monument » puisqu'elle prévoit que le monopole de la distribution est concédé aux sociétés pétrolières dans la mesure où celles-ci assurent l'approvisionnement, le raffinage et la distribution. Pourtant, affirment la plupart des gérants libres, il sera nécessaire de la modifier, ne serait-ce que pour lui donner plus de souplesse.*

*Enfin, et bien que cela n'intéresse guère l'opinion publique, il faudra bien qu'un projet de loi définisse clairement et concrètement comment les milliers de personnes travaillant dans la distribution peuvent bénéficier des dispositions du code du travail. Même si cela contrarie les sociétés pétrolières et entame leurs bénéfices.*

**Dominique FERBOS**

Machine-outil

# Liné manque de fonds propres

MALGRE le plan d'Ornano de 1976 et les récentes mesures prises en faveur de la robotique, la machine-outil française s'effondre. Entre 1974 et 1981, ce secteur a perdu quelque 6 000 emplois et sa balance commerciale s'est fortement dégradée en 1980. Les importations ont représenté 50 % de la consommation intérieure. La production a atteint 75 000 tonnes contre 100 000 en 1974, alors que l'objectif fixé par le ministère de l'Industrie était de 130 000 tonnes.

Comment dans un tel contexte envisager l'avenir avec sérénité ? A Albert (Somme), l'entreprise Liné, un des premiers constructeurs français de machines-outils, est inquiète. Ses résultats sont pourtant éloquents : entre 1974 et 1981, le nombre de ses salariés est passé de 200 à 2 200, ses exportations ont été multipliées par 40 (360 millions de francs en 1980 contre 9 millions en 1974) pour un chiffre d'affaires de 550 millions de francs l'an dernier.

Mais pour cette entreprise familiale à participation (3 sièges à la famille, 3 aux salariés et 3 à des organismes régionaux), la logique capitaliste risque de se traduire par des suppressions d'emplois. Comme Supemec (*Combat socialiste* du 23 avril), Liné se trouve devant une insuffisance de capitaux propres qui a décidé les banques, en juillet dernier, de se retirer et d'exiger une consolidation financière, ainsi qu'un parrainage industriel. Un plan de consolidation est actuellement en négociation au CIASI 6Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

A l'opposé, une victoire du candidat de la gauche serait à même de consolider les efforts de cette entreprise par la politique qu'il entend mener dans ce secteur vital à l'économie nationale. Les socialistes entendent, en effet, mettre en place des procédures de financement adaptées au processus de production particulier de cette industrie dont les cycles de rotation du capital sont lents.

transexel

**est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :**

- la création
- l'organisation
- la gestion
- le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs

156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04

# Grève des Assedic: une issue en vue

*Les liquidateurs du Sud-Ouest refusent le flicage*

**Les liquidateurs des Assedic du Sud-Ouest sont entrés, ce mardi 6 mai, dans leur trente-septième jour de grève. « *Oui au contrôle de notre travail, mais non au flicage* », disent en substance les agents des caisses d'allocation-chômage.**

**L'intersyndicale devait beaucoup compter sur la descente à Bordeaux, ce mardi, de Michel Corne, directeur délégué auprès de l'Unedic, l'Union des caisses nationales, pour trouver une solution rapide au conflit. Tout comme les dix mille chômeurs, dont les dossiers sont aujourd'hui bloqués, et qui attendent leurs allocations.**

**C. M.**

LES agents liquidateurs du Sud-Ouest ont entamé, mardi 5 mai, leur sixième semaine de grève. Dans les Assedic des quatre départements concernés : Landes, Dordogne, Gironde et Lot-et-Garonne, 10 000 dossiers de demandeurs d'emploi se trouvent en souffrance.

Précisons que la tâche des liquidateurs consiste à examiner les demandes d'indemnisation, à décider de l'ouverture des droits et à calculer le montant des allocations.

A l'origine du conflit, une note de service de la direction à ces agents après une « bavure » : un détournement de fonds opéré par un agent de maîtrise. La direction, dans une note de service, annonce l'instauration d'un contrôle avec comptage systématique des erreurs, agent par agent. La mesure cueille à froid les liquidateurs. « *D'accord, nous n'avons jamais nié l'utilité d'un contrôle, mais s'il vise à harmoniser le traitement des dossiers. Pas s'il s'agit d'un flicage.* » Les agences du Sud-Ouest emploient 60 liquidateurs sur 273 employés. Le personnel se heurte à la position intraitable de la direction. Il se constitue en intersyndicale rassemblant la CGT, la CFDT, FO et la CFTC, et, le 30 mars dernier, vote la grève. Les négociations ne se sont engagées que la semaine dernière.

Direction et syndicats vont alors se mettre plus ou moins d'accord sur un protocole, que la direction appelle « accord de fin de grève ». Le directeur monte à Paris consulter les instances supérieures de l'Unedic. En fait « *pour obtenir le feu vert* », précise un délégué de la CGT. « *Mais il revient avec un autre texte qui répète pour ainsi dire la note de service initiale, avec, en préambule, le texte de la convention collective nationale !* »

La petite phrase : « *Le contrôle interne (...) a pour but de mesurer la compétence des agents en matière de réglementation* » irrite les liquidateurs, même si ce contrôle affiche pour but la « promotion des actions de formation ». Et pas question, pour la direction, de payer la moindre heure de grève. C'en est trop pour les syndicats, qui votent, la veille du 1er mai, la poursuite de leur mouvement. Si, depuis mars, les liquidateurs ne touchent plus de salaire, à l'autre bout de la chaîne quelques milliers de chômeurs ne perçoivent pas non plus leurs allocations. Ils toucheraient néanmoins des acomptes, aurait assuré la direction.

Un conflit strictement local, fruit d'un manque de concertation, qui ne laisse pas indifférentes les Assedic de France, où les collectes, selon l'intersyndicale, vont bon train.

Drame de l'intransigeance en Irlande du Nord

# Pourquoi avoir laissé mourir le député Bobby Sands?

**Bobby Sands est mort ce mardi à 1 h 17 dans la prison de Maze à Belfast. Le député catholique irlandais, âgé de vingt-sept ans, en était à son soixante-sixième jour de grève de la faim.**

**Le Mouvement républicain d'Ulster a proclamé trois jours de deuil et renouvelé les appels au calme. Cependant, des heurts sporadiques ont opposé de très jeunes manifestants catholiques à l'armée britannique et à la police.**

**Humphrey Atkins, le secrétaire d'Etat de Margaret Thatcher à l'Irlande du Nord, ne pense qu'au *« maintien de l'ordre »*. *« Bobby Sands,* a-t-il commenté avec une extrême froideur, *s'est donné la mort en refusant toute nourriture. »***

**A peine plus de vingt députés travaillistes britanniques étaient intervenus à Londres en faveur des prisonniers catholiques. A Belfast, depuis vendredi, le chef de file des extrémistes protestants, le pasteur Ian Paisley, réclame *« l'écrasement de la rébellion républicaine »*.**

QUE va-t-il se passer maintenant que Bobby Sands est mort ? A Londres, comme à Belfast, on est certain que les violences vont reprendre, les attentats éclater à nouveau et que le feu des affrontements va rejaillir entre les deux communautés, protestante et catholique, d'Irlande du Nord.

Cependant, Margaret Thatcher a refusé de se laisser infléchir par le sort de Bobby Sands. Pourquoi cette intransigeance ?

La réponse n'est peut-être pas à chercher seulement en Irlande du Nord, mais dans l'ensemble du Royaume-Uni.

Jamais la situation sociale et économique n'a été aussi préoccupante depuis un demi-siècle, en Grande-Bretagne. Il s'y trouve deux millions et demi de chômeurs, le record d'Europe. Mardi dernier, le porte-parole du Parti travailliste à l'emploi interpellait aux Communes le ministre conservateur James Prior, soulignant qu'on risquait d'atteindre les trois millions de chômeurs à la fin de l'année. Loin de démentir, le ministre de Margaret Thatcher a répondu qu'en effet le chiffre allait augmenter. Il a seulement exprimé l'espoir que le plafond serait bientôt atteint.

La réduction de la production industrielle n'a pas été aussi forte depuis 1930. Le pouvoir d'achat va baisser cette année, reconnaît-on officiellement. Quant au projet de budget, il provoque le malaise jusque dans les rangs des députés conservateurs.

### *Chômage élevé*

Au train où vont les choses, ceux-ci prévoient qu'il leur sera difficile de retrouver leurs sièges. De son côté, Margaret Thatcher, qui sait que sa majorité va s'amenuiser, estime sans doute que le soutien des députés protestants les plus sectaires de l'Irlande du Nord ne sera pas à négliger.

Par ailleurs, si la population britannique, peu favorable aux catholiques irlandais, pouvait être distraite de ses préoccupations quotidiennes par le spectacle des violences, cela rendrait bien service à la « dame de fer ».

En Irlande du Nord, où le chômage a toujours été plus fort qu'en Angleterre, il est plus d'une fois arrivé que les deux communautés se rapprochent à travers les syndicats. C'était d'ailleurs le cas depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur, même si cela restait très limité. Chaque fois qu'un tel rapprochement a eu lieu, il a, en général, été interrompu par un nouveau cycle de violences.

**Pierre LI**




*De jeunes mères catholiques défilent dans les rues de Belfast avec le portrait de Bobby Sands. (Photo AP)*

## L'histoire d'un combattant irlandais

JUSQU'A l'âge de dix-huit ans, Bobby Sands connut une vie sans histoires. En 1951, ses parents catholiques s'étaient installés à Rathcoole, un quartier en majorité protestant de Belfast, en Ulster. Bobby y naquit en 1954.

En 1972, c'était par rues entières que les maisons brûlaient dans les quartiers les plus pauvres (catholiques et protestants) entre Falls Road et Shankill. Les affrontements les plus violents qu'on ait vus après guerre coupaient définitivement des relations de bon voisinage.

Une nuit, des coups de feu furent tirés sur la porte des Sands, des ordures furent jetées par une fenêtre dans leur maison. Il était temps de déménager. Les Sands trouvèrent refuge à Twinbrook, quartier 100 % catholique, où s'alignent les petites maisons de brique.

Bobby Sands, la même année, perdit son emploi. On avait tout simplement menacé de l'abattre s'il se représentait à son poste d'apprenti carrossier. Il devint vite membre de l'IRA provisoire (armée républicaine irlandaise).

Un an après, à dix-neuf ans, il fut condamné à cinq ans de prison, inculpé d'attaques à main armée et de détention d'armes. Libéré en 1976, il fut arrêté à nouveau et condamné pour port d'arme prohibée, mais cette fois à quatorze ans de détention.

Interné au bloc H de la prison de Maze, près de Belfast, il y fut chargé par ses camarades des « relations publiques », c'est-à-dire de présenter notamment leurs revendications. Cela lui valut plus d'une fois la mise au secret.

L'hiver dernier, Bobby Sands était le porte-parole de grévistes de la faim prisonniers. Les demandes de ceux-ci n'ayant été qu'en partie satisfaites, Bobby Sands a décidé, le 1er mars dernier, d'entreprendre à son tour un jeûne.

Il avait commencé depuis quatre jours la grève de la faim, quand survint la mort du député catholique du comté de Fermanagh, dans le sud de l'Ulster. L'IRA décida alors de présenter Bobby Sands face au seul candidat, le protestant unioniste Harold West, qui n'avait aucune chance d'être élu dans ce secteur catholique.

Bobby Sands, élu par 1 444 voix de majorité, aurait dû siéger à Londres au palais de Westminster.

Voici une semaine, l'émissaire du pape, le prêtre John Magee, venait lui rendre visite à la prison de Maze. Mais alors que le Vatican s'inquiétait du sort du jeune Irlandais, le cardinal Hume, primat de l'Eglise catholique d'Angleterre, condamnait la grève de la faim, comme *« forme de violence »*. Bien entendu le *Daily Telegraph* (conservateur) titrait à la « une » sur les déclarations de Hume.

### Ce que réclament les détenus

QUATRE cent quarante détenus des prisons d'Irlande du Nord, pour la plupart catholiques irlandais, réclament :

1. le droit de porter leurs propres vêtements civils ;
2. l'exemption du travail obligatoire ;
3. la liberté de se réunir dans les prisons ;
4. la possibilité de recevoir une fois par semaine une lettre, un colis, une visite ;
5. le droit de ne pas être privés des remises de peine à cause de leurs protestations.

Le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, Atkins, affirme avoir accédé à la majorité de ces demandes. Mais il persiste à vouloir imposer aux détenus des vêtements civils, choisis par le directeur de la prison, pendant les heures de travail.

Il estime qu'il n'a fait qu'accorder des « *privilèges* » et se réserve le droit d'en priver *« les détenus qui ont fait savoir qu'ils n'entendaient pas respecter entièrement le règlement »*.

Les prisonniers savent toutes les interprétations qu'on peut faire des règlements.

La vie, la mort d'un homme, tiennent-t-elles à une dispute avec le gouvernement britannique sur le choix vestimentaire ? A vrai dire, on sent bien que celui-ci veut imposer la soumission alors qu'il y va pour les prisonniers irlandais de leur dignité.

### Rodin aux Etats-Unis

La National Gallery of Art de Washington présentera, du 28 juin prochain au 31 janvier 1982, une exposition exceptionnelle consacrée à l'œuvre d'Auguste Rodin intitulée : « Rodin redécouvert ».

Cette exposition, la plus importante jamais montée hors de France, couvrira une période allant des premiers travaux du sculpteur montrés au Salon de 1870 jusqu'à celui de 1917 et la préfiguration de l'évolution de la sculpture du XXe siècle.

### La position du PS

**Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a adressé, le 23 avril, le message suivant à Margaret Thatcher :** « *Bobby Sands, qui fait la grève de la faim depuis cinquante-quatre jours, risque maintenant de mourir d'un moment à l'autre.*

» *Au nom du Parti socialiste français, je vous demande de mettre en œuvre les mesures appropriées pour qu'un drame puisse être évité et que le statut politique soit reconnu à ces prisonniers irlandais.* »

## Les raisons de la colère

LE gouvernement britannique, travailliste ou conservateur, a toujours refusé de considérer les membres de l'IRA autrement que comme des criminels de droit commun.

Mais, en condamnant la violence, ils en ont oublié, ou feint d'oublier, les causes. Londres porte une responsabilité considérable à l'égard de la population catholique de l'Ulster. Celle-ci peut à juste titre reprocher à la Grande-Bretagne la colonisation, à partir du seizième siècle, d'un Etat qui avait été très florissant au Moyen Âge, lui reprocher la famine de 1845 qui provoqua une saignée de deux millions d'habitants sur huit. Enfin lui reprocher le partage de l'Irlande en 1920, qui faisait de l'Eire, au sud, un Etat indépendant (70 300 km²), mais dépourvu d'industrie, et maintenait, au nord, l'Ulster industriel (13 600 km²) dans la dépendance de la Couronne.

En accordant aux ouvriers protestants, descendants des colons écossais, gallois ou anglais, des privilèges d'embauche refusés aux catholiques, le patronat du Royaume-Uni a maintenu les divisions religieuses en Irlande du Nord, et il en a très largement profité. Les chantiers navals, l'industrie textile y ont été très florissants.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, on ne trouvera de solution au problème irlandais qui soit seulement politique. Il faut également prendre en compte les besoins économiques des travailleurs de l'une et l'autre communauté.

C'est pourquoi, plus encore que son prédécesseur, le gouvernement conservateur se trouve incapable de résoudre la crise irlandaise. Il laisse pourrir une guerre larvée qui a fait deux mille morts depuis dix ans, qui a transformé les villes et les bocages en zones quadrillées par le passage constant des patrouilles de soldats britanniques.

**P.L.**

# Quatre armées s'affrontent sur le territoire libanais

**Au total, ce sont 80 000 hommes, équipés d'armements sophistiqués, qui se partagent le territoire du Liban. Les forces numériquement les plus importantes sont, dans l'ordre : les 28 000 soldats réguliers de l'Armée libanaise, les 25 000 soldats syriens de la Force arabe de dissuasion, les 15 000 combattants permanents de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et les 10 000 miliciens des Forces libanaises (chrétiens conservateurs). Le contingent des Nations unies (FINUL) ne compte que 6 000 hommes, répartis sur 850 kilomètres carrés de territoire.**

PAYS de 10 400 km², un peu plus grand que la Corse, le Liban a sans doute la plus forte densité d'éléments armés de toute la région : près de 80 000 combattants permanents, équipés d'armements sophistiqués, *se partagent en effet le territoire en zones distinctes* et rivales.

Si l'on met à part les multiples milices du Mouvement national (gauche) et de ses alliés, difficiles à répertorier et ne formant pas un ensemble homogène, comme le prouvent leurs affrontements constants, on peut distinguer quatre grandes forces organisées :

1. Les 28 000 soldats réguliers de l'Armée libanaise et de la gendarmerie.
2. Les 25 000 soldats syriens de la Force arabe de dissuasion.
3. Les quelque 15 000 combattants permanents de l'Organisation de *libération* de la Palestine (OLP).
4. Les 10 000 miliciens, *permanents également*, des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées).

## L'armée libanaise

Géographiquement « éclatée » entre les différentes régions, car présente partout, sauf au Sud-Liban, l'Armée libanaise, avec ses 23 000 soldats et les 5 000 gendarmes des Forces de sécurité intérieure, souffre de sa dispersion et de son manque de moyens, face aux autres forces en présence. En cours de rééquipement, elle possède une cinquantaine de chars de modèle ancien (AMX-13 et M-41), et 200 transports de troupes (AML et M-113).

## Les Syriens

Présentes au Liban depuis 1976, les troupes syriennes, puissamment armées en blindés, artillerie et missiles sol-sol et antichars, contrôlent pratiquement tout le territoire libanais, en vertu du mandat de la Force arabe de dissuasion, sauf le Sud-Liban et le « réduit chrétien ».

## Les forces palestiniennes

Présents de Beyrouth-Ouest jusqu'à Tyr, les quelque 15 000 Palestiniens sont, quant à eux, déployés sur le littoral, le long du Litani, dans le massif de l'Arkoub (sous le mont Hermon), et dans la Bekaa.

Placés désormais sous un commandement unique, ces combattants relèvent de nombreuses organisations, dont deux, en particulier — la Assifah de Yasser Arafat, et les brigades « loyalistes » de l'Armée de libération de la Palestine —, constituent de véritables armées. Elles sont épaulées par des milices spécialisées dans les opérations de commandos, de tendance prosyrienne pro-libyenne ou pro-irakienne. Les plus actives sont les *milices du Front populaire* (FPLP), de Georges Habache.

## Les chrétiens conservateurs

Retranchées dans un rectangle allant de Batroun, au Nord, à Beyrouth-Est et s'étendant à l'Est *jusqu'au mont Liban*, les Forces libanaises (FL - chrétiens conservateurs) ont également des « poches », notamment à Zahlé, dans la vallée de la Bekaa, et sur le versant oriental du Sannine. C'est la présence de ces poches, menaçant les communications des troupes syriennes dans la Bekaa, qui est à l'origine des derniers affrontements.

A leurs 10 000 permanents, les FL peuvent ajouter environ 40 000 volontaires entraînés, instantanément mobilisables. Elles disposent de moyens, *mal connus, mais* semble-t-il importants, en artillerie et en blindés (*Sherman*), qui *en font une* véritable petite armée.

## La gauche libanaise

Présentes aux côtés des Palestiniens, mais politiquement dispersées, les innombrables milices du Mouvement national (gauche libanaise) totalisent environ 7 000 hommes.

Les plus importantes sont les Mourabitoune (nassériens indépendants), les milices des communistes, celles des sociaux-progressistes, celles de Walid Joumblatt, et, enfin, celles du parti syrien nationaliste social, soutenu par Damas.

## FINUL et Haddad

Au sud du Liban, les 6 000 Casques bleus de la FINUL (force de l'ONU) contrôlent 850 kilomètres carrés de territoire.

Quant aux 1 500 miliciens du commandant Saad Haddad, ils tiennent 250 kilomètres carrés de bande frontalière avec le soutien de l'armée israélienne.

Enfin, pour conclure ce tableau des forces en présence au Liban, on peut ajouter les quelques centaines de combattants des milices chrétiennes de l'ancien président Soleiman Frangie, au nord du pays, et les combattants chiites, dont on ne connaît pas le nombre exact.



Inquiétant rapport des autorités de Rhénanie-Westphalie

# Les groupes néo-nazis se multiplient en RFA

**Devant le regain des activités néo-nazies en Allemagne fédérale, le gouvernement de Bonn présentera prochainement une nouvelle législation au Parlement. C'est ainsi que le livre d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*, ne pourra plus être vendu dans les librairies. De même, tous ceux qui prétendront que le génocide des juifs dans les camps de concentration est un mensonge seront passibles de condamnations.**

LE nombre des adhérents de groupes néo-nazis a considérablement augmenté au cours des derniers mois en Allemagne fédérale, indique un rapport du ministère de l'Intérieur de Rhénanie-Westphalie, qui vient d'être publié.

Cette « *nouvelle vague* », évaluée à 1 800 personnes pour le seul land de Rhénanie-Westphalie, se recrute *essentiellement parmi* les jeunes. Elle se caractérise par un « *fanatisme renforcé* » contre le système démocratique et s'efforce de mettre sur pied, dans toute l'Allemagne fédérale, « *de nouvelles cellules militantes* » qui sont une « *menace latente pour la sécurité publique* ».

Selon le rapport, il se confirme de plus en plus, depuis 1977, que les groupes néo-nazis « *renforcent leur armement dans toute l'Allemagne fédérale et n'hésitent pas à accomplir des actes de violence pour atteindre leurs objectifs* ».

Ce renforcement de groupes néo-nazis actifs se fait au détriment du parti *classique d'extrême droite*, le NPD.

Les grands bénéficiaires du déclin du NPD, qui a compté dans les années 60 des députés dans les assemblées régionales, sont, d'une part, les nouveaux groupes néo-nazis et, d'autre part, la « *droite national-libérale* », rassemblée autour de l'éditeur d'un journal d'extrême droite, *Die Deutsche National Zeitung*, dont le tirage dépasse 100 000 exemplaires.

Devant ce regain des activités néo-nazies en Allemagne fédérale, le ministre social-démocrate de la Justice, Juergen Schmude, a annoncé qu'une nouvelle législation anti-nazie était en préparation et serait bientôt présentée au parlement de Bonn. Elle interdira notamment la publication de toute propagande nazie ancienne et nouvelle. C'est ainsi que le livre d'Adolf Hitler, *Mein Kampf*, ne pourra plus être vendu dans les librairies.

La nouvelle legislation sanctionnera également les « nostalgiques » des camps de concentration : « *Tous ceux qui prétendront que l'holocauste des juifs, à Auschwitz et dans les autres camps de concentration, est un mensonge seront désormais punissables* », a annoncé le ministre.

LIVRES ET DOCUMENTS

# La France contre l'Afrique

« *LA France contre l'Afrique* », *tel est le titre du premier numéro d'une nouvelle série de la revue* Tricontinental, *que vient de lancer François Maspero. Chacun des dix-sept chapitres consacrés aux formes multiples de la présence française sur le continent africain a été écrit par un spécialiste. C'est ainsi que René Dumont, auteur de plusieurs ouvrages sur le tiers monde, dénonce le pillage des pays en voie de développement par notre société de consommation, alors que l'amiral Antoine Sanguinetti analyse les interventions militaires françaises, et qu'un assistant de droit et sciences politiques, Albert Bourgi, aborde les méfaits de l'assistance technique.*

*François Maspero est un homme persévérant. Et courageux. Le lancement de la revue* Tricontinental - édition française, *à la fin des années 60, lui valut une série de procès et d'amendes qui mirent en péril sa maison d'édition. Le ministre de l'Intérieur de l'époque s'appuya sur l'article 14 de la loi sur la presse, issu d'un décret-loi de septembre 1939 interdisant les* « journaux et écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France », *pour accuser Maspero d'éditer une revue d'origine cubaine.* « Ce qui a été nié et bafoué, au travers des misérables arguments du ministère de l'Intérieur français, *commente Maspero dans la préface de la nouvelle édition de* Tricontinental, c'est le droit à la parole des peuples du tiers monde, c'est notre droit à les écouter et à affirmer notre solidarité. »

*Bravo, François Maspero ! Depuis que vous avez créé votre maison d'édition, à Paris, vous avez édité plus de deux cents ouvrages sur l'exploitation des pays en voie de développement par les puissances industrialisées et sur leurs mouvements de libération. Sans vous, peut-être, nous n'aurions jamais connu la pensée de certains révolutionnaires, même anonymes, des trois continents : Afrique, Asie et Amérique latine. Il ne s'agit pas d'être forcément d'accord sur leur analyse de l'histoire ou leurs formes de combat. Mais, dans une société moderne qui se dit démocratique, les peuples du tiers monde ont le droit à la parole. On le leur a trop souvent retiré.*

*Le numéro de* Tricontinental *sur la politique française en Afrique est un document. Il vaut la peine d'être lu et de réfléchir à ce qu'il y est écrit.*

**Edouard BAILBY**

• « *France contre l'Afrique* », *n° 1 de la revue trimestrielle* Tricontinental. *François Maspero, Paris, 1981.*

# Le repos du guerrier

*A La Rochelle, un ancien colonel des «marines» transforme un chalutier en navire-hôpital*

**En quelques années, le bassin à flot de La Rochelle s'est peu à peu transformé en cimetière marin. L'un après l'autre, les chalutiers de la pêche hauturière devenus non rentables ont été désarmés. Immobiles le long du quai du Gabut, ils offrent leur carcasse à la rouille en attendant d'éventuels acheteurs...**

**De notre correspondant Gérard MUTEAUD**

IL y a tout juste deux mois, le *Saintonge II*, un pêche-arrière de l'ex-armement Menu, mêlait sa silhouette à la désolation générale. Aujourd'hui, il brille comme un sou neuf, au point que les Rochelais s'interrogent sur l'identité de ce grand bateau blanc.

L'artisan de cette résurrection se nomme Ernie O'Gaffney, un ancien colonel des « marines » ayant gagné ses galons au Viêt-Nam. Pour autant, l'ancien chalutier n'a pas été transformé en navire de guerre. Son nouveau nom est *Hospital Oceanic*. Oui, un navire hôpital qui ira porter secours aux gosses du tiers monde. Drôle de reconversion pour un « marine »! Ce type-là, me direz-vous, ne devait pas avoir la conscience claire, et il essaie de se racheter par cette bonne action. Pas du tout. Lorsque je l'ai interrogé sur son passé et sa curieuse reconversion humanitaire, il m'a clairement fait comprendre qu'il ne se sentait coupable de rien.

« *Je ne suis pas un lâche*, s'est-il exclamé. *Je ne suis pas un de ces vers de terre qui se tortille en tous sens sans prendre de décision. Citoyen d'un pays libre, l'Amérique, je me suis battu pour lui lorsque j'en ai reçu l'ordre. Je suis un être humain comme les autres, qui a été égoïste une bonne partie de sa vie. Aussi, j'ai décidé d'aider les gens, les enfants en particulier parce qu'ils sont innocents politiquement et religieusement.* » O.K.! mon colonel.

A quarante-quatre ans, l'énergie dégagée par ce colosse américain reste impressionnante. Soulever des montagnes semble faire partie de son activité quotidienne. Mais, comme tous les colosses, ses pieds sont d'argile. Enfoui dans sa poitrine, un pacemaker nucléaire fait fonctionner son cœur. Cela depuis trois ans et demi, à la suite d'une grave maladie au cours de laquelle il a fait huit attaques cardiaques.

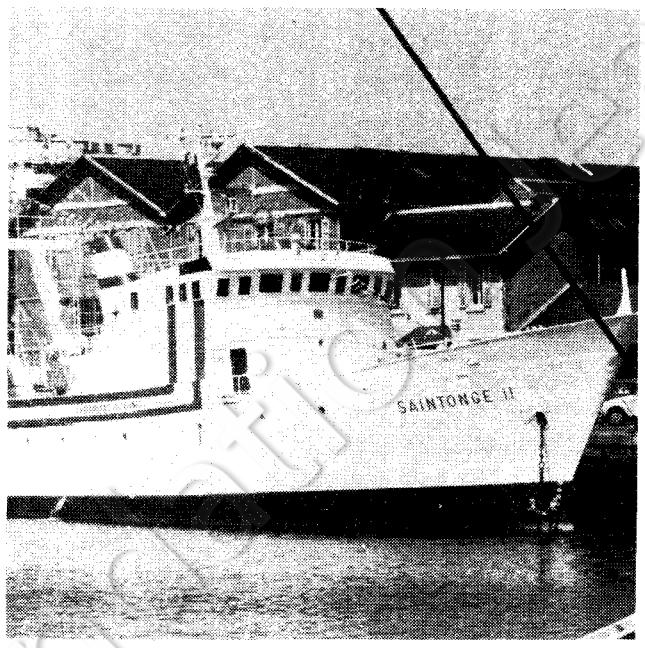
Homme d'action, il accomplit deux tours du monde en moto. Ses exploits lui permettent de recueillir des fonds au bénéfice de l'American Heart Association pour l'aide aux enfants atteints de maladies cardiaques. Il collecte plus de 2 millions de dollars lors de son dernier voyage, qui lui vaut de figurer dans le prestigieux *Guinnes Book of World Records*, pour avoir parcouru 38 000 miles autour du monde en soixante-dix-neuf jours. Mieux que Phileas Fogg!

*Hospital Oceanic* est le dernier de ses coups de force. En deux mois, avec l'aide de sa future femme, Valérie de Lannurien; de Jacques Fèvre, le premier à avoir été conquis par le projet; de Marcel, un terre-neuvas âgé de vingt-quatre ans; et du jeune Pascal qui termine juste l'école d'apprentissage maritime; Ernie O'Gaffney a redonné une âme au *Saintonge*. Sa casquette du Strategic Air Command vissée sur le crâne, le colonel s'est fait amiral, aussi à l'aise à donner des ordres qu'il est efficace à l'ouvrage. Déjà commence à arriver le matériel médical: des lits donnés par l'hôpital de Jonzac, un cabinet dentaire offert par un dentiste, des médicaments et des pansements.

La compagnie Radio Maritime a fourni le matériel de navigation. Le *Saintonge II* a été racheté 1,5 million de francs, ce qui est un prix cadeau. « *Cela n'a été possible qu'avec le concours d'une banque anglaise qui*, avoue Valérie de Lannurien, *a été favorablement impressionnée par la mention du colonel O'Gaffney dans le* Guinnes Book ». Cependant, l'*Hospital Oceanic* a encore besoin d'équipements médicaux (salle de radiologie, salle d'opération, etc.), de médicaments, de vêtements et de volontaires pour participer à l'aménagement du navire. Seuls seront rémunérés le capitaine et le chef mécanicien. Le reste de l'équipage et le personnel médical seront entièrement bénévoles.

L'appareillage pour les côtes africaines, destination Nouakchott, en Mauritanie, doit avoir lieu le 1er juin, « *dussé-je porter mon bateau sur le dos* », affirme Ernie O'Gaffney.






## *VITE DIT... VITE FAIT...*

### TOUJOURS PLUS HAUT

*D'après l'Institut national de la statistique (INSEE), les Français ne cessent de grandir. En 1970, les hommes mesuraient en moyenne 1,70 mètre et les femmes 1,60 mètre. Les mesures récentes confirment ce décalage entre les sexes. Les hommes dépassent les femmes de dix centimètres et de onze kilos en moyenne, et c'est dans l'Ouest qu'ils sont les plus petits.*

### BRETAGNE NOIRE

Par suite du mauvais temps, le pompage du *Tanio* a été interrompu. On a pu récupérer 2 100 tonnes d'hydrocarbures, mais il en reste encore 4 000 tonnes dans les soutes du pétrolier.

### ROME TREMBLE ENCORE

Une série de tremblements de terre se sont fait ressentir dans la région romaine et ont ébranlé plusieurs édifices publics et maisons particulières. Une vingtaine de familles ont été évacuées.

### SELF-SERVICE

Le directeur d'une agence de surveillance, qui employait vingt-cinq personnes, cambriolait les entreprises qu'il était chargé de surveiller. Cela se passait à Champniers, en Charente, et durait depuis plus de deux ans.

### FUGUE

A Linexert, en Haute-Saône, un enfant de dix ans a disparu depuis lundi matin. Lundi soir il n'avait toujours pas été retrouvé. L'enfant aurait pu faire une fugue à la suite d'une réprimande de son maître.

# La guerre aux infections

*Le gage d'une bonne santé c'est encore une nourriture saine et équilibrée*

LA carence profonde en vitamine B1 provoque le béribéri qu'on peut observer dans les pays pauvres. Sous nos climats, c'est souvent avec l'alcoolisme que l'on retrouve une certaine carence en vitamine B1 avec des troubles neurologiques variés.

Le tabac, l'alcool, la prise prolongée de certains médicaments augmentent les besoins en certaines vitamines. Le fumeur consomme plus de vitamines C, contenues entre autres dans les agrumes (oranges, citrons).

La vitamine A jouerait également un rôle de détoxication vis-à-vis de certains polluants, dont le tabac. Elle existe dans les aliments d'origine animale (beurre, lait, œufs, foies d'animaux, de poissons...), et les carottes, pêches et abricots contiennent ce qu'on appelle une provitamine A. La vitamine A est nécessaire à la vision de nuit, à la vie de nombreuses cellules de l'organisme. Dans les pays en voie de développement, sa carence profonde provoque de nombreuses cécités.

## Actives à faible dose

Les besoins en vitamine A sont plus élevés chez l'homme que chez la femme, sauf quand celle-ci est enceinte ou allaite. De même, l'usage de la pilule augmente les besoins. La commission du Centre national de coordination des études et recherches pour la nutrition et l'alimentation (CNERNA) pourrait conseiller des apports plus élevés en vitamine A aux personnes soumises à une forte pollution dans leur milieu de travail.

Les vitamines sont nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme. Elles sont présentes en quantités convenables dans l'alimentation variée et suffisante. On n'observe donc guère en France, comme dans des pays plus défavorisés, des carences vitaminiques importantes chez les adultes en bonne santé. Mais de nombreux facteurs prédisposent certains groupes de personnes à la possibilité d'un léger déficit souvent méconnu.

Une commission de spécialistes de la nutrition, créée par le CNERNA, s'est attachée, depuis trois ans, à rédiger un document sur les « apports nutritionels conseillés pour la population française » qui devrait être publié d'ici quelques mois avec ses conclusions définitives. Cette commission a abordé, en particulier, le problème des vitamines.

Les vitamines n'apportent pas d'énergie à l'organisme, comme le sucre par exemple, mais elles sont très actives à faible dose. Si l'on excepte, chez l'adulte en particulier, la vitamine D nécessaire à la croissance de l'os et la vitamine K nécessaire à la coagulation du sang, l'organisme ne peut effectuer lui-même leur synthèse. L'alimentation doit donc les lui fournir.

Les besoins en vitamines dépendent de l'état de l'individu, d'une grossesse, d'un allaitement, de l'activité, de la composition des aliments. Ainsi, quand on mange beaucoup de sucre, cela augmente les besoins en vitamines B1 ou thiamine.

## La guerre aux infections

La vitamine C, ou acide ascorbique, soluble dans l'eau, est très sensible aux oxydants. La plupart des espèces peuvent la fabriquer elles-mêmes mais pas l'homme qui doit donc en manger. Elle intervient dans la synthèse des anticorps de défense de l'organisme contre les infections mais, en fait, son rôle n'est pas encore complètement connu.

La prévention du scorbut, maladie des marins d'autrefois (anémie, hémorragies multiples pouvant aboutir à la mort) qui n'est plus observée dans les contrées favorisées, nécessite un apport de 10 mmg de vitamines C.

Cette quantité est contenue sans problème dans une alimentation française banale. Par contre, pour se maintenir en bonne santé, les besoins paraissent bien supérieurs, de l'ordre de 100 mmg par jour pour un adulte non fumeur et de 140 mmg pour un fumeur, selon les travaux du docteur Kallner, de Stockholm. La commission du CNERMA pencherait pour des doses moindres : 100 mmg pour le fumeur et 80 mmg pour le non-fumeur en bonne santé.

## Assemblée de l'OMS

*LA 34e assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a été ouverte, lundi, à Genève, par le ministre de la Santé du Koweït, le Docteur A. R. Al-Awadi, président de la précédente session.*

*L'alimentation du nourrisson et du tout jeune enfant, notamment le projet d'un « Code international de commercialisation des substituts du lait maternel » figure à l'ordre du jour de cette réunion*

*Ce code, adopté par le conseil exécutif de l'OMS en janvier, pourrait encore cependant être modifié, certains pays — notamment les Etats-Unis — ayant réservé leur position à son sujet. Soutenu par les pays en voie de développement et de nombreux pays industrialisés, le code sera très probablement adopté par l'assemblée, estime-t-on dans les milieux de la conférence.*

enquête...

# Mangeront-ils?

*A Paris, le nombre des demi-pensionnaires augmente... pas les subventions*

**Le nombre des demi-pensionnaires n'a cessé d'augmenter depuis dix ans. Deux millions quinze mille en 1980-1981, soit 49,6 % des élèves des lycées et collèges. Les cantines suivent, tant bien que mal, cette progression...**

LES murs sont beiges; les tables en formica, grises et les chaises qui les entourent, aussi. Seule note de couleur dans ce réfectoire de l'école primaire rue Saint-Martin : les brocs en plastique orange et... les tableaux de maîtres laissés aux murs, mais qui appartiennent en fait aux Affaires culturelles. Dans cette école, on n'a pas de cuisine, mais on a des toiles authentiques ! Pourquoi pas ?

Quand on sait que cent six enfants sont inscrits à la cantine, et qu'il y a un surveillant pour quarante élèves. Quand on sait que les repas partent de la cuisine centrale de la rue des Quatre-Fils vers 10 heures et sont livrés vers 11 heures à l'école dans des containers isothermiques... pour être servis plus ou moins chauds à 12 heures. Qu'en raison de ces transports, et malgré l'équilibre diététique des repas, les enfants ne mangent jamais de bifteck, ils durcissent, ni d'omelettes, elles verdissent, ni de frites, elles ramollissent.

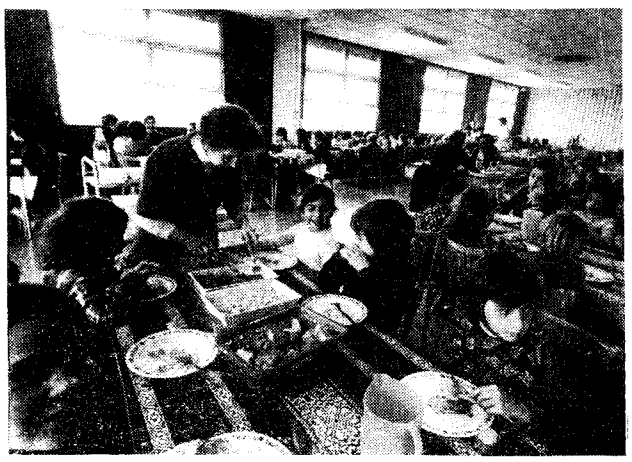
Quand on sait, enfin, que, au milieu de la cacophonie régnante (le bruit mesuré par les spécialistes a l'intensité d'un marteau piqueur !), les serveuses-cantinières-plongeuses sont envoyées par la cuisine centrale et doivent terminer leur travail à 14 heures. Une journée qu'elles ont entamée dès 6 heures ou 7 heures du matin pour gagner péniblement le SMIC et se voir facturer leur repas !

« *C'est vrai,* dit Mme Fumoux, directrice de cette école, *les enfants s'adaptent facilement à tout. Le bruit, l'organisation, la triste présentation des plats ne semblent pas les gêner, mais ils expédient le repas en une demi-heure et sont fatigués à la sortie de l'école.*

» *Et, surtout, il y a un gâchis monstre. Quand on voit repartir les poubelles; c'est désolant !* » Un gâchis dû autant aux mauvaises habitudes alimentaires des familles des élèves qu'à la façon dont sont « expédiés » les repas...

Près de la moitié des écoles parisiennes n'a pas de réfectoire. Donc, pour les enfants, pas de lieu où puisse s'organiser le rituel d'un déjeuner-détente. C'est bien souvent que les repas se prennent dans le préau-gymnase-salle de récréation-salle des fêtes de l'école. C'est plus que rare de trouver de vrais réfectoires, des tables rondes qui permettraient aux enfants de mieux discuter sans avoir besoin de crier pour se faire entendre.

Et là, ce n'est même plus une question de standing : c'est dans un beau quartier



que cette école maternelle fait installer les tables dans les couloirs. C'est dans cette autre école maternelle que les enfants se serrent par dix autour des tables rectangulaires, en dégustant leur friand au fromage et en chantant sur un rythme espagnol... Aux surveillants (généralement du personnel vacataire) de se débrouiller pour que l'éducation, la nutrition et la détente fassent bon ménage à ce repas de la mi-journée. Un repas dont le prix varie sensiblement d'un arrondissement à l'autre.

### *Subventions inchangées*

La subvention de la Ville de Paris aux caisses des écoles n'a pas changé depuis plusieurs années, compte tenu de l'inflation. Environ 57 millions de francs. Pour combler le déficit entre le prix de revient et celui payé par les parents. 7,50 francs dans le XVIII[e] arrondissement, 8,50 francs dans le III[e] et 9,50 francs dans le VI[e].

Côté hygiène, on fait ce qu'on peut. A la rue Saint-Martin, il n'y a qu'un torchon pour essuyer les mains des cent six et chères « têtes blondes » qui déjeunent ! Et pas de serviette à table ! Faute d'organisation, faute d'argent... Argent que récolte chaque mois la directrice de l'établissement et qui parvient aux caisses des écoles par la conscience civique et par chance. Car la directrice ou le personnel chargé de ce transport de fonds n'est pas assuré pour cette tâche.

Il y a pourtant des cantines parfaites, style self-service et repas éducatif. A Issy-les-Moulineaux ou à la rue Mademoiselle dans le XV[e] arrondissement, par exemple. Des exceptions, que la Ville de Paris pourrait généraliser en allouant, pour ces treize millions de repas servis par an, un peu plus d'espace et de crédits !

**Diane MILLER**

# La pension n'est plus ce qu'elle était

*Il y a de moins en moins d'internes en France, depuis dix ans*

IL y a de moins en moins d'internes mais de plus en plus de demi-pensionnaires, depuis dix ans, dans les lycées et collèges français.

Selon des statistiques publiées par le ministère de l'Education, le nombre d'élèves internes était en 1980-1981 de 282 000, soit 7 % seulement du total des lycéens et collégiens, contre 11 % en 1970-1971.

Très peu nombreux dans les collèges, les internes se trouvent le plus souvent dans les lycées (14,3 % du total), et surtout dans les lycées d'enseignement professionnel (19,5 %). Le pourcentage d'internes varie également selon les régions (conditions géographiques et densité du réseau d'établissements). En Bretagne, dans le Centre et dans l'académie de Besançon, les internes dépassent en moyenne 13 % du total des lycéens et collégiens, tandis que dans la région parisienne, le Nord, l'Alsace et le Sud-Est ils sont moins de 4 %.

En revanche, le nombre des demi-pensionnaires n'a cessé d'augmenter en dix ans 2 015 000 en 1980-1981. Ils représentent 49,6 % des élèves (40,9 % en 1970-1971). Ce pourcentage varie peu selon le type d'établissement ou la région.

328 000 enfants — 277 000 élèves du premier degré public et 51 000 élèves du secteur privé — ont bénéficié des classes de nature lors de l'année scolaire 1979-1980. Ils représentent seulement 4,5 % de la population scolaire publique (4,1 % l'année précédente) et 5,1 % du privé.

Selon les statistiques — les dernières en date — publiées par le ministère de l'Education, ce sont essentiellement les enfants du primaire, et notamment des cours moyens, qui partent en classes de nature, les écoles maternelles ne constituant que 0,6 % du total. Les premiers bénéficiaires sont les élèves d'Ile-de-France : 35 % de l'ensemble des élèves partis en classe de nature alors que la région ne représente que 19 % de la population scolaire française.

Enfin, les classes de neige sont les plus recherchées : 59,5 % de l'ensemble des classes de nature, suivies des classe vertes (27 %) et des classes de mer (13,5 %).

• **Près d'une centaine d'élèves** d'une école maternelle de Morlaix (Finistère) ne sont pas allés en classe lundi : leur école a été entièrement détruite par un incendie, allumé par trois garçons de huit à onze ans qui s'étaient introduits dans les locaux pour dérober des bonbons, du lait et des jouets.

Les dégâts causés par l'incendie de l'école de Poan Ben, située dans le centre ville, ont été évalués à plus de 800 000 francs. Des sachets de bonbons vides découverts dans les décombres et les indications d'un témoin ont permis aux enquêteurs de découvrir rapidement les coupables, dans une résidence du troisième âge, proche de l'école.

# La fin d'une histoire belge?

*Les Quatre-Jours de Dunkerque viennent de prendre leur envol.*
*A ce jour, l'emprise des coureurs belges est totale. Mais il y a Hinault...*

EN ce début mai, mois très chargé au calendrier avec le déroulement de nombreuses épreuves à étapes, les amoureux du sport cycliste tournent leur regard vers le nord de la France.

C'est, en effet, cette région qui accueille, chaque année à pareille époque, l'élite du peloton international, à l'occasion des Quatre-Jours de Dunkerque, épreuve mise sur pied par notre confrère *la Voix du Nord.*

Cette course, rendue difficile par un parcours accidenté, souvent balayée par des vents violents au moment où elle emprunte le littoral de la mer du Nord, a toujours plu, du fait de ses conditions de déroulement éprouvantes pour l'organisme, aux coureurs belges. On ne doit donc pas s'étonner, si en vingt-cinq années, l'épreuve nordiste a vu triompher, au terme de ses cinq jours de lutte, dix-sept fois des représentants wallons ou flamands. Le dernier Belge à s'être imposé à Dunkerque n'est autre que le coureur du groupe La Redoute-Motobécane, Jean-Luc Vandenbroucke, vainqueur de l'édition 1980 devant Linard et le Portugais Agostino.

Ajoutons que quatre étapes sur six furent remportées par nos proches voisins dont les talents de sprinters sont connus de tous.

L'édition 1981 s'annonce tout aussi passionnante que ses devancières. Les organisateurs pensent d'ailleurs que la présence du champion du monde Bernard Hinault, absent par le passé de cette épreuve, peut modifier l'aspect général de la course.

« *Hinault a les moyens de faire éclater littéralement le déroulement des Quatre-Jours de Dunkerque,* disent-ils. *Nous ne pensons pas qu'il se déplace dans le Nord pour faire de la simple figuration. Notre épreuve manque à son palmarès. Nous comptons sur le Breton pour mettre fin à la suprématie des Belges. Le contre-la-montre individuel, placé le dernier jour de course, doit lui permettre de saisir sa chance.* » Vandenbroucke aussi a les faveurs du pronostic. « *Il est au mieux de sa condition physique,* affirme son directeur sportif, Philippe Crepel. *Dans les classiques, notamment le Tour des Flandres où il termine cinquième, il s'est bien comporté. Depuis, à ma demande, il a coupé un peu, en fonction du Tour de France. Dans la Grande Boucle, Jean-Luc a les possibilités de tenir au sein de notre équipe un rôle de leader. Aux Quatre-Jours de Dunkerque, il va évoluer sur son terrain de prédilection. Ne soyez donc pas étonné s'il se hisse au niveau des meilleurs.* »

La liste des prétendants à la victoire finale compte aussi Duclos-Lassalle, Bossis, Thévenet, Hézard, l'Irlandais Kelly et le Hollandais Raas. Tous à la recherche d'un brillant succès.

**Jean-Yves MARREC**

# Les mauvais tours du Tour

*L'AMATEUR contre le professionnel. Le bricoleur contre l'ingénieur. Au tour de Corse, Wilmot, un pilote amateur du continent a terminé lanterne rouge de l'épreuve, à quatre heures trente-quatre minutes de Darniche, le premier. Il est vrai que sa berlinette Alpine A 110 est arrivée avec une bielle coulée. Mais qu'importe, il a franchi la ligne d'arrivée. Durant le parcours, il a changé un train de pneus et quatre plaquettes de frein. Ses moyens ? Réduits à leur plus simple expression. Une reconnaissance symbolique. Pour l'assistance ? Quelques copains qui se débrouillent*

*Les autres, les professionnels, ont d'autres moyens à leur disposition. Des automobiles super-préparées, bichonnées par les ingénieurs et les mécanos. Des autos sur mesure, où le moindre équipement ou accessoire coûte à lui seul une petite fortune. Les pilotes sont sur le terrain, un mois avant pour apprendre par cœur chaque mètre carré d'asphalte de chaque virage.*

*Audi, Renault-Sports, Alméras-Frères et les autres, c'est ça. Pourtant, en dépit de ce déploiement de forces, de cette supertechnicité, mercredi soir, la veille du départ, Ragnotti était encore à minuit sur la route des environs d'Ajaccio. L'allumage de sa Renault 5 turbo continuait à lui jouer des tours.*

*Tout cela pourquoi ? Comment est-il possible qu'une simple courroie d'alternateur, qu'une petite à prise d'air du turbo ait aussi facilement raison d'une telle débauche de puissance ?*

**Gabriel VIALY**

EXPOSITION

# L'obscur labeur de ceux qui font chatoyer les modes

IL y a ceux qui cousent la mode et ceux qui l'ont cousue. Les premiers vivent dans notre siècle et crient leur droit à des conditions de travail décentes et à un statut légal; les seconds n'avaient plus à attendre qu'un oubli miséricordieux. Pourtant, une exposition qui vient de s'ouvrir au palais Galliera, à Paris, sur *la Mode et ses métiers*, fait revivre pour un instant ces travailleurs du passé.

La sueur des ouvriers s'est évaporée depuis longtemps et le visiteur peut donc admirer sans remords les soies, brocards et autres étoffes de luxe qui, assemblés par les modistes, gantiers, éventaillistes, ont fait le bonheur des dames et des messieurs. A travers deux siècles de mode, les costumes et les accessoires se succèdent, témoins muets de ceux qui les ont cousus un jour. Mais que se passe-t-il de nos jours?

Discrétion des ouvriers et indifférence ou ignorance du public se conjuguent pour que les travailleurs actuels restent courbés en silence sur leurs machines à coudre. C'est précisément pour sortir de sous le manteau que ceux qui fabriquent la mode d'aujourd'hui se battent. Ces fourmis ignorées sont turques à 50 % et, jusqu'en 1980, date de la première lutte organisée, 80 % d'entre elles étaient clandestines.

Aujourd'hui encore, des ouvriers travaillent de quatorze à quinze heures par jour et continuent à être payés à la pièce : 14 francs pour une robe vendue 300 francs; 4 francs pour un chemisier vendu 150 francs. De plus, ils ne



travaillent que huit mois par an, les quatre derniers mois correspondant à la morte-saison où les employés ne gagnent rien!

Leurs conditions de vie sont misérables et ils n'ont pas plus de sécurité d'emploi que de sécurité physique. Le 4 septembre 1980, un ouvrier marocain est ainsi décédé après être resté deux mois dans le coma. Il travaillait dans un atelier (83, passage Brady à Paris) et le jour où, au cours d'une grève, il a demandé à son patron de respecter son contrat d'embauche, en acceptant notamment d'indiquer sur sa feuille de paie la totalité de ses gains, il a reçu un coup de ciseaux pour toute réponse. Le patron a déclaré qu'il s'agissait d'un accident du travail et, ensuite, a disparu avec ses machines à coudre.

Depuis février 1980, la situation ne s'est que peu améliorée. Les travailleurs de la confection constituent une main-d'œuvre mobile, malléable. Ils sont regroupés en petits ateliers de cinq à dix personnes, relativement isolés les uns des autres et aux ordres de patrons tout-puissants.

Petit à petit, à force de grèves, dont une de la faim, les travailleurs arrachent le respect des avantages inscrits sur leur contrat d'embauche; mais le plus important : feuilles de paie en règle, déclarations à la Sécurité sociale et mensualisations demeurent à acquérir.

**Catherine COROLLER**



**Grève de la faim dans un atelier de confection à Paris.**

• *La mode et ses métiers. Du XVIII^e siècle à nos jours. Musée de la Mode et du Costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie. Tous les jours, de 10 heures à 17 h 40 (sauf lundi).*



(Photo Bernand)

## Sylvie Joly joue les prolongations

PHENOMENE parisien consacré, très en verve, explosive, elle épingle machos, nymphos, faux intellos et vrais bourgeois, petits commerçants effrayés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Avec de nouveaux sketches, depuis un mois, elle embobine le public, son complice, au point que son spectacle : *A la limite, d'accord* qui devait s'arrêter, doit en être prolongé, à partir du 6 mai. Attention au changement d'horaire. Elle passera tous les soirs (sauf dimanche) à 20 h 30.

• *Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris (tél. : 544.57.34).*

# Comment l'écrit naquit à Sumer

ENTRE la Méditerranée et la mer Caspienne, au pied du plateau iranien, deux grands cours d'eaux, le Tigre et l'Euphrate, délimitent une zone appelée Mésopotamie : le pays d'entre les fleuves, paradis terrestre de la tradition biblique. Du paléolithique inférieur, vers 100 000 av. J.-C., jusqu'à l'islam, les civilisations s'y succèdent, relativement bien connues des archéologues depuis le XVIII^e siècle.

L'exposition du Petit Palais, à Paris, en présente une synthèse, qui a cela de particulier que les objets viennent tous de l'Iraq Museum de Bagdad. Au long de ces millénaires, statues votives ou royales, sceaux-cylindres, bijoux, tablettes, se sont accumulés. Ce qui nous paraît le plus proche a trait à l'écriture.

Qu'elle ait été inventée à Sumer d'abord reste sujet de discussions. Le fait est qu'à la fin du IV^e millénaire des tablettes sont rédigées. A ce moment, la prospérité exceptionnelle du pays, la masse d'informations à collecter et à confronter réclament une technique de stockage efficace: l'écriture.

Au départ, elle compte environ 900 signes, pour la plupart symboliques. Pour simplifier le travail de la mémoire, on décida, vers 3000 av. J.-C., d'employer le même signe pour noter des mots phonétiquement semblables.

Mais les scribes n'allèrent pas jusqu'au bout du procédé, qui aurait été le syllabisme pur. La langue sumerienne écrite ne prend en compte que des mots entiers. Elle ne les décompose pas.

Pour aller plus vite, les scribes se contentaient d'imprimer dans l'argile humide la seule silhouette des signes, au lieu de les dessiner. D'où l'aspect de « coins », qui a donné son nom à cette écriture cunéiforme, terriblement complexe.

Les Assyriens poursuivirent l'entreprise en essayant, simultanément, de se fabriquer une littérature, passablement ennuyeuse, paraît-il, dans son éternel ressassement de thèmes et de métaphores d'avant le Déluge.

Mais cette culture est moribonde. Dès le XII^e siècle av. J.-C., une nouvelle langue, l'araméen, qui utilise l'alphabet phénicien, gagne du terrain.

Le cunéiforme, écriture à trois dimensions, ne peut s'adapter et est donc progressivement abandonné. Pendant son agonie, qui dure jusqu'au I^er siècle de notre ère, les deux systèmes linguistiques et graphiques se côtoient, parfaitement étanches l'un à l'autre : les scribes ne se comprennent pas mutuellement. « *Aussi, quand on cessa d'écrire le cunéiforme, d'un seul coup ce fut toute la culture mésopotamienne qui se perdit* », note le catalogue de l'exposition.

Beau sujet de réflexion : et si les Cobol, Fortran ou autres langages informatiques jouaient, face au langage naturel, le même rôle que l'araméen à l'égard du cunéiforme ?

**OBLOMOV**



**Statue d'une orante. Vers 2750 av. J.-C.**

• *Sumer, Assur, Babylone, chefs-d'œuvre du musée de Bagdad, Paris, Petit Palais, jusqu'au 14 juin.*

ROCK

## Clash : le dernier souffle de la révolte

CLASH est certainement le groupe de rock qui attaque le mieux l'année 1981. Tout d'abord le film : *Rude Boys*. Ennuyeux au possible, mais trouvant quand même son salut dans les moments musicaux, les concerts des Clash.

Puis la surprise, le cadeau. Fin février sort *Sandinista*, un triple album, une petite merveille.

Le titre est un hommage aux révolutionnaires sandinistes du Salvador. C'est un grand mélange de style : rock, reggae, salsa... Les textes sont simples, emplis de révolte, de Joe Strummer (le chanteur) à son « top niveau ». Les voix arrachent les sillons du vinyl, cascades plaintives, enfants déçus, derniers missionnaires d'une anarchie fantôme. Les Clash ont tout donné : sang, sueur, salive. Ils vivent à Brixton, le quartier jamaïcain le plus pauvre de Londres. Ce sont des gosses de la rue, qui connaissent la prison, la dérive, le manque d'argent.

Né du punk et de la violence, Clash a griffé le minois docile du rock-système. Il arrache les étiquettes, les faux sourires et les courbettes.

**ISABEL**

• *A Montpellier le 5 mai, à Lyon le 7, à Paris le 8 (déjà complet), à Lille le 9.*

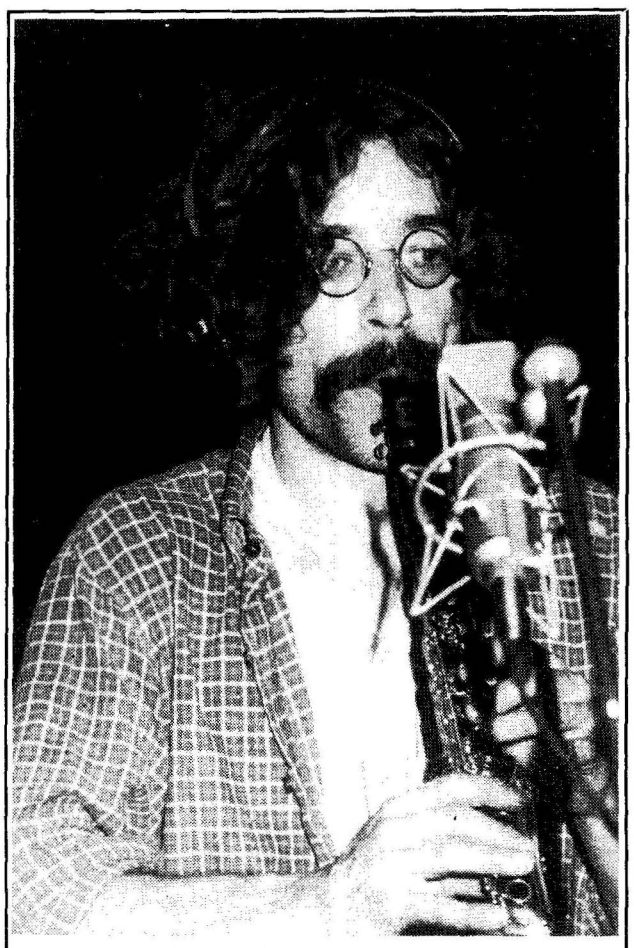
CHEZ VOUS CHEZ NOUS

**Lille.** Musique : concert avec *l'Orchestre philharmonique de Lille*, sous la direction de Ralf Weikert, qui présente les cinq pièces pour orchestre de Schönberg. Théâtre Sébastopol, à 20 h 30. Le 6 mai.

**Vitré.** Théâtre : *Oncle Vania*, de Tchekhov, présenté par le théâtre du Bout du Monde, mis en scène par Robert Angebaud. Centre culturel, à 21 heures. Le 6 mai.

**Reims.** Théâtre : *Tu as bien fait de venir Paul*, de Louis Calaferte, et *les Vacances*, de Jean-Claude Grumberg ; mis en scène par Jean-Pierre Miquel. Maison de la culture. Jusqu'au 30 mai.

**Nanterre.** Théâtre : *le Moule*, de Xavier Pommeret, mis en scène par Ewa Lewinson, présenté par le Centre dramatique de Nanterre. Théâtre des Amandiers. Jusqu'au 4 juin.



## Albert Marcœur au Palais des Glaces

HUIT musiciens, une multitude d'instruments, des nouvelles compositions : Albert Marcœur revient, après deux ans d'absence, sur une scène de la capitale, avec un nouveau spectacle, inspiré du nouvel album : *Celui où y'a Joseph* qui paraîtra en mai. Clin d'œil au folk, au jazz, au symphonisme, tout est permis à ces multi-instrumentistes. Au Palais des Glaces, à Paris, du 5 au 23 mai.

## Brian Eno et David Byrne : tribalisme et futurisme

IL suffit d'invoquer deux noms pour résumer une bonne partie des innovations rock'n'roll des dernières années. Brian Eno est un concepteur génial et un touche-à-tout sans limites. Sa carrière commence au début des années 1970 avec le groupe Roxy Music. Quand il le quitte, c'est pour se consacrer à l'univers sonore et à la technologie électronique.

Il « flirte » avec des artistes anglais qui proposent des musiques « minimales » et les fait enregistrer sous son propre label. Poursuivant une ouverture du rock, il compose des pièces d'« Ambiantes » pour films et aéroports, réunies en deux disques. En 1977, il rencontre les Talking Heads, le groupe new-yorkais très créatif. C'est le coup de foudre ; il devient l'ami de leur leader : David Byrne. Il produit trois albums avec eux.

C'était à la rentrée d'octobre qu'on attendait leur fameux disque. *Remain in Light* a connu le succès. Il fit même la couverture de la revue *Actuel* et de nombreux journaux. L'album *My Life in the Bush of Ghosts* (EG. Polydor), qu'ils ont concocté ensemble, est le produit de leurs théories sur la synthèse des musiques ethnique, de rock et électronique. Le titre est basé sur un roman de l'écrivain nigérian Amos Tutuola. Aucune référence ne nous est épargnée...!

Voyage dans la culture africaine, orientale et américaine. L'album est composé d'une série de pièces où les musiciens ont mixé des sermons d'évangélistes entendus à la radio, des discours d'exorcistes, des chants égyptiens, habilement intégrés. On avait plutôt l'habitude de rencontrer ces méthodes de composition chez des gens comme John Cage ou Luciano Bério.

Mais le rock réserve souvent quelques surprises. Pour Brian Eno, la rencontre de ces diverses cultures produit des sensations différentes.

L'univers sonore proposé par Eno et Byrne surprendra mais ne laissera pas indifférent. Les plages s'infiltrent chez vous comme des paysages luxuriants. Les motifs évoquent tour à tour un chant arabe sur le marché, des contrées imaginaires que les trouvailles électroniques modulent lyriquement. C'est ce qu'ils appellent le « primitivisme futuriste ». Pourquoi pas ? Même si un groupe allemand comme Can avait déjà exploré ce territoire...

**P. A.**

JAZZ

# Les Don Quichotte de «Black and Blue»

DANS notre société « de liberté » *(sic)*, les productions artistiques, comme les biscottes et les bidets, sont librement soumises à la loi du profit. Ce qui signifie que, de plus en plus, leur diffusion dépend non de leurs qualités intrinsèques, mais de leurs aptitudes à flatter le plus grand nombre — attitude qui se pique d'être démocratique, oubliant que la démocratie commence par l'éducation. Autrement dit : un désir répandu ne peut être confondu avec la volonté générale lorsque les moyens n'ont pas été donnés aux gens de désirer autre chose.

Parce que le souci de beaucoup gagner a supplanté l'ambition de bien faire, les grandes compagnies phonographiques européennes (filiales de sociétés multinationales pour la plupart) ont pratiquement cessé, depuis dix ans, d'enregistrer du jazz, musique réputée « mauvaise vendeuse ».

Et l'art d'Armstrong, d'Ellington, de Parker, de Coltrane, de Monk, de Cecil Taylor, d'Archie Shepp serait aujourd'hui quasiment clandestin s'il ne se trouvait des producteurs indépendants qui, avec trois sous, un grain de folie et une foi inébranlable, n'avaient repris le flambeau abandonné par les obsédés du chiffre d'affaires.

Dans un domaine artistique pollué par le mercantilisme le plus dénué de scrupules, ces Don Quichotte apportent un peu d'air pur. Ils ne font pas fortune, mais ils survivent. Et leur exemple est contagieux.

Il y a une quinzaine d'années, Jean-Marie Monestier lançait ainsi *Black and Blue*. Tout seul, avant d'être secondé par Jean-Pierre Tahmazian. Au début, il se contenta d'éditer des enregistrements produits par d'autres et oubliés (Earl Hines, Don Byas, etc.). Puis il prit de l'assurance et se mit à organiser lui-même ses propres séances, avec des solistes américains de passage en Europe (Milt Buckner, Slam Stewart, Jo Jones, Sammy Price, etc.).

Depuis quelques années, il recrute les artistes de son catalogue parmi les vedettes de la Grande Parade du jazz de Nice. Ses goûts le portaient vers les représentants des styles traditionnel et classique, ainsi que vers les bluesmen. Mais il a su, en créant la série « Ahead », ouvrir *Black and Blue* au jazz moderne (John Lewis, Jimmy Rowles, Sonny Stitt, etc.).

Les différentes collections qu'il contrôle proposent environ 150 titres, souvent admirables, qui permettent d'entendre nombre de grands solistes que personne d'autre ne veut prendre le risque de publier (entre autres : Dorothy Donegan, Lloyd Glenn, Johnny Guarnieri, Claude Hopkins, Cliff Smalls, Joe Kennedy, etc.).

Il me serait trop douloureux de faire un choix entre tant de petites merveilles. Je me contenterai de vous donner quelques précieuses références, choisies parmi les dernières parutions : *Oliver Jackson trio feat. Cliff Smalls, Leonard Gaskin* (33.1737 ; *Here's That Raney Day*, par Jimmy Raney (Ahead 33.756) ; et, pour le blues, *Spoon's Life*, de J. Witherspoon (Isabel 900.507).

**Alain GERBER**

CHANSON

# Véronique Sanson de retour en France



AVEC le soleil, le vent frais et les menthes à l'eau que l'on sirote doucement, Véronique Sanson revient en France. La petite fée sensible et électrique sillonne la province avant de poser sa baguette sur Paris. Ça met du baume au cœur car Véronique est la meilleure chanteuse française, et ses absences sont si longues...

Derrière elle, un passé rectiligne. 1972, elle foudroie les rigueurs de la poésie et installe ses mots, ses couleurs et sa voix qui chancelle sur les caprices du piano.

Puis l'amour lui fait traverser l'Atlantique. La vie à Los Angeles. Stephen Stills, son mari, Christopher, son fils. Ses textes s'emplissent de brume et de matins cocaïnés.

Mais les rythmes cuivrés la roulent dans les vagues du jazz et du funk, et toujours l'étincelle... la véritable lumière du talent...

Pour 1981, le cadeau de Véronique est un nouveau disque présenté à travers un spectacle. Cette grande tournée s'achèvera le 31 mai, et Véronique retournera aux Etats-Unis pour préparer un album tout en anglais.

**ISABEL**

• *Lille, le 6 mai ; Reims, le 7 ; Metz, le 8 ; Strasbourg, le 9 ; Paris, du 12 au 31, au Palais des sports.*

ROCK

# Charlélie Couture : des histoires à coucher dehors

CHARLELIE COUTURE, vingt-cinq ans, une tête pas comme les autres, une simplicité et des mots qui arrivent quand on ne s'y attend plus. Ce chanteur est né à Nancy. D'une adolescence mouvementée, il va faire un mode de vie, car, pour connaître le monde, il faut voyager ou « *changer de lit pour savoir comment les autres dorment* », comme il le dit si bien. Alors, il s'en va.

Après avoir étudié le piano, Charlélie se met à la guitare, un instrument léger qu'on peut transporter partout. Maintenant, il part sur la route, quittant son pays natal, et se retrouve dans divers festivals de folk et blues. Il arrive à Paris et court d'auditions en auditions, d'hôtels minables en chambres froides dans les greniers de Paris. Ecœuré, il retourne à Nancy. Il se met à la peinture, fréquente les Beaux-Arts, et ne sautorise à sortir de chez lui que pour renconter son ami le poète Pierre Eliane, chanteur lui aussi.

En 1978, avec quelques amis, ils décident d'enregistrer *Douze chansons dans la sciure*, tirage très limité. Une de ces chansons passe quand même à la radio. Charlélie vient à Paris pour donner quelques interviews et retourne chez lui décrocher son dipllôme des Beaux-Arts.

L'année 1980 lui sera profitable. Il remonte à Paris écumer quelques cafés-théâtres. Son style s'impose. Sa voix rocailleuse, ses atmosphères de cabaret, ses textes propagent des impressions vécues, une biographie qu'il découpe au scalpel. On pourrait trouver chez lui des influences vocales appartenant à des gens comme Tom Waits, mais s'est son accent particulier qui fait tout le charme de ses mélodies.

En juillet et en août, un producteur le remarque et lui demande une cassette avec ses chansons. Il part à Nassau, aux Bahamas, où siège une maison de disques dont le directeur n'est autre que le producteur de Bob Marley. Charlélie se retrouve là-bas pour miser son album avec la fine fleur des musiciens jamaïcains, américains, et quelques Français.

L'album vient de sortir, avec dix chansons qui retiennent l'attention. Le paysage de la chanson française va faire un bond en avant, on l'espère. Charlélie Couture est un poète de la solitude et du cœur. Il égrène des histoire à coucher dehors et la musique ajoute à cet esprit voyageur. Musique reggae, blues, rock'n'roll parfaitement mêlés. Ecoutez la *Ballade du mois d'août 75* ou *les Pianistes d'ambianc*, et vous comprendrez les émois de ce poète pour qui tout est permis.

**Patrick AMINE**

• Charlélie Couture, *disque Island, distribution Phonogram, 33 tours.*

# Mardi 5 mai

## Programme commun sur les trois chaînes

**20 h 10** — Débat télévisé en direct entre les candidats au second tour de l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, animé par les journalistes Michèle Cotta et Jean Boissonnat jusqu'à 22 h 10.
*En raison de l'organisation tardive de cette émision, les retards ou remplacements des diffusions prévues après la campagne électorale ne sont pas encore connus à l'heure où nous mettons sous presse.*

# Mercredi 6 mai

TF1

**19 h 45** — **Journal télévisé.**

**20 h 20** — **Campagne électorale. François Mitterrand (15 mn), Valéry Giscard d'Estaing (15 mn).**

**20 h 55** — **L'antichambre.**
Téléfilm de Frédéric Grendel et Hervé Bromberger. Avec Françoise Dorner, Jean-Claude Dauphin, Marc Barret.
*Romain et Wanda se rencontrent, s'aiment, se perdent, parce que Romain se décide trop tard à avouer ses sentiments.*

**22 h 10** — **La rage de lire. Déracinez-vous.**
Emission de Georges Suffert. Réalisation : Jean-Paul Roux. Avec Guy Scarpetta : *Eloge du cosmopolitisme* (Grasset) ; Bernard-Henry Lévy : *l'Idéologie française* (Grasset) ; Paul Faure : *Ulysse le Crétois* (Fayard) ; Jacques Heers : *Christophe Colomb* (Hachette).

A2

**19 h 45** — **Journal télévisé.**

**20 h 20** — **Campagne électorale. François Mitterrand (15 mn), Valéry Giscard d'Estaing (15 mn).**

**20 h 55** — **C'est du spectacle.**
Emission de Thierry Le Luron. Réalisation : André Flédérick. Avec Serge Lama, Isabelle Mayereau, Philippe Chatel, Jane Rhodes, Pierre-Jean Vaillard et Jacques Chazot.

**22 h 35** — **Les jours de notre vie.** La médecine légale.
Emission de Pierre Desgraupes. Première partie : du crime à la faute.
*Qu'est-ce qu'un médecin légiste ? Depuis l'instauration de la médecine légale, on ne peut plus impunément empoisonner sa belle-mère. Cette émission se propose de démontrer le rôle important que joue la médecine légale dans la criminologie.*

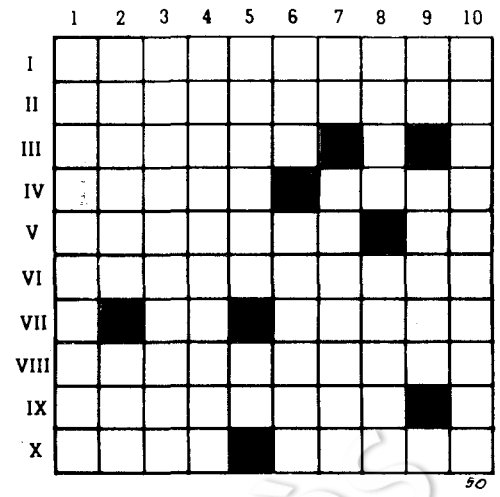
FR3

**20 h 50** — **La toile de l'araignée.**
Film de Vincente Minelli (1955). Avec Richard Widmark, Lauren Bacall, Charles Boyer, Gloria Grahame et Lilian Gish.
*Dans une clinique psychiatrique, il est temps de faire changer les rideaux du salon des malades. Du choix des nouveaux rideaux va naître un terrible conflit...*

**22 h 50** — **Soir 3.**

**23 h 10** — **Campagne électorale. François Mitterrand (15 mn), Valéry Giscard d'Estaing (15 mn).**

# Mots croisés par Lionel




## PROBLÈME N° 50

**Horizontalement.** — I. Vaut un maximum quand elle est médiocre. - II. Fusil de chasse. - III. Font du bien. - IV. Fait face à Gibraltar. Habitation de la taïga. - V. Arrive en trombe. Fort de France. - VI. Trompette des morts. - VII. Adverbe de lieu. Invitât. - VIII. Fait toucher le fond. - IX. Ebéniste de Marie-Antoinette. - X. Atteintes. Crochets auxquels nul ne vit.

**Verticalement.** — 1. La bête noire des Africains. - 2. Un homme qui se tient souvent à carreau. Tient tête. - 3. Eprise. - 4. Plus elles sont fidèles, plus elles nous trompent. - 5. Décolère. Haut de gamme. - 6. Décorations. Exécution d'un accord. - 7. Pronom. Sans crochets. - 8. Piège. Entraves. - 9. Terme de tennis. Se dresse après l'exercice. - 10. Porteurs de dépêches.

## SOLUTION N° 49

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | B | L | A | N | Q | U | E | T | T | E |
| II | R | A | G | O | U | T | ■ | H | E | L |
| III | O | ■ | E | T | I | O | L | E | ■ | Y |
| IV | U | R | N | E | ■ | P | U | B | I | S |
| V | I | O | D | E | ■ | I | C | A | R | E |
| VI | L | I | A | S | S | E | ■ | I | R | E |
| VII | L | ■ | S | ■ | O | S | I | D | E | ■ |
| VIII | A | Z | ■ | I | L | ■ | N | E | E | S |
| IX | R | E | U | N | I | O | N | ■ | L | U |
| X | D | E | F | O | N | C | E | U | S | E |

49

# SELECTION RADIO

## Mardi 5 mai

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30** — **Musique de chambre.**
En direct du grand auditorium de Radio France. Avec Michel Piquemal, baryton ; Michel Sendrez, piano. Direction : Jean-Louis Martinet. Scheidt : *Battle suite.* Husa : *Divertimento.* Prévin : *For outings for brass.* Martinet : *Nous deux encore.* Tchaïkovski : *Souvenirs de Florence.*

### FRANCE-CULTURE

**20 h 00** — **Dialogues.**
Le mariage en Bretagne. Avec Martine Segalen. Ethnologue au CNRS, et François Lebrun, historien. Réalisation d'A. Pollet.

## Mercredi 6 mai

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30** — **Saint-John's choir.**
Concert donné à Nuremberg avec David Hill et Ian Shaw, orgue. Direction : Georges H. Guest.
Byrd, Weelkes, Gibbons, Bull, Tye, Parry, Purcell, Gowers, Bairstow, Hadley, Tippet, Ireland, Lotti.

**22 h 30** — **Ouvert la nuit.**
Hommage au chef d'orchestre Dimitri Mitropoulos. Prokofiev : *Concerto pour piano en do majeur,* opus 26, n° 3. Mahler : *Adagio de la dixième symphonie.* Schoenberg : *Variations pour orchestre,* opus 31. Richard Strauss : scène finale d'*Elektra.*

### FRANCE-CULTURE

**9 h 07** — **Sciences et techniques.**
Matinée composée par Georges Charbonnier. La fragilité des systèmes informatiques, par Jacques Pierrault. Konstantin Melnikov, le Pavillon soviétique de Paris 1925. Le Corbusier, la cité-refuge Paris 1929-1933. Histoire des sciences.

**20 h 00** — **Théâtre Nô.**
Emission de Remy Stricker.

**Combat**
SOCIALISTE

**Claude Germon**, directeur de la publication.

**Claude Gault**, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

**Jean-Claude Karsenty**, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
**Rédaction :** 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
**Publicité Paris :** René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
**Publicité Province :** OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
**Impression :** PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
**Commission paritaire :** n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

ENTREPRISE GENERALE
DE TRAVAUX
•
BATIMENTS INDUSTRIELS
ET COLLECTIFS

**RABOT-DUTILLEUL**

**5, rue du Creusot, 59170 CROIX**
**Tél. (20) 98.08.08**

MEMBRE DU GIREC

**Agence ARRAS :** 48, rue Roger Salengro 62223 Saint-Laurent- Blangy Tél. (21) 23 01 69.

**Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive**

**JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE***

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

**ABONNEMENT COUPLÉ :**
*« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours
*« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour
Un an : 650 F
6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

Combat
SOCIALISTE

# Les gendarmes sont sur le toit

*L'expédition militaire française approche avec peine du sommet de l'Everest*

L'EXPÉDITION militaire française de haute montagne qui est partie en Chine le 15 février dernier pour s'attaquer à l'Everest poursuit sa progression dans des conditions atmosphériques particulièrement difficiles. L'équipe d'alpinistes, qui se composait au départ de vingt-cinq hommes appartenant à la 27e division alpine et à l'Ecole militaire de haute montagne, a perdu deux de ses membres, victimes d'une hépatite virale, qui ont été rapatriés.

L'expédition, est dirigée par le commandant Jean-Claude Marmier, s'attaque au plus haut sommet du monde — 8 848 mètres — par le versant tibétain, ce qui constitue une grande première occidentale. D'après les dernières informations en provenance de Chine, l'expédition vient de quitter le cinquième camp intermédiaire, à 7 600 mètres d'altitude, pour se diriger vers le sixième, situé à 8 200 mètres. Le premier assaut final devrait être tenté entre le 12 et le 15 mai.

Si tout se passe bien, l'expédition française devrait donc atteindre le sommet du Qomolangma (le nom tibétain de l'Everest) après les Chinois, qui ont vaincu le plus haut sommet du monde, successivement, en 1960 et en 1975. La dernière expédition chinoise était composée de neuf alpinistes, dont une femme. Ce n'est qu'à partir de 1980 que les Chinois ont ouvert le Tibet aux expéditions étrangères, et les Japonais ont été les premiers à se lancer dans l'aventure.

**P. P.**



# Pour une information équitable

AFIN d'exiger de l'Etat qu'il garantisse l'équité dans l'information, un appel lancé par Henri Noguères, au nom de la Ligue des droits de l'homme, et par Guy Georges, au nom du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège, vient d'être publié :

*« Nul ne peut contester l'importance politique considérable des moyens modernes d'information et l'impact de la télévision, écrivent les signataires. Les médias doivent contribuer à aider les citoyens à se forger une opinion : il ne peut y avoir de démocratie sans information complète et contradictoire. L'Etat doit donc garantir l'équité dans l'information dont il entend garder le monopole. Cette équité peut être faussée par des moyens divers pour servir des objectifs partisans, l'information devenant alors propagande. Plus encore que des temps respectifs réservés à chaque candidature, elle dépend du traitement de toutes les informations et même de la qualité de l'image. Au moment où les représentants de deux conceptions politiques s'affrontent, il serait inacceptable que certains débats soient menés avec l'évidente intention de tendre des perches aux uns et des pièges aux autres. Face aux risques de manipulation de l'information, nous appelons au respect de l'équité pour que ne soit pas faussé un débat démocratique engageant l'avenir du pays. »*

Claude Bourdet, Henri Caillavet, Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, Louis Feuvrier, Jacques Girault, Alain Gourdon, Gisèle Halimi, Vladimir Jankelevitch, Yves Jouffa, Jean-François Kahn, Michel Lemerle, Pierre Marcilhacy, Daniel Mayer, Françoise Parturier, Francis Perrin, Roland Rappaport, Madeleine Reberioux, Bertrand Schwartz, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Jean Yanowski, ont apporté leur appui à cet appel.

# Le rassemblement autour de François Mitterrand

• **L'écrivain Louis Aragon** a déclaré qu'*« en signant le manifeste de Maria Schneider et Alain Nourry sur le droit à la différence, et par solidarité avec les minorités qui se réclament du changement »*, il appelle à voter pour François Mitterrand.

• **Jean-François Brault**, responsable pour la Bretagne des jeunes du Comité Michel Debré de Rennes, appelle à la constitution d'un *« comité national des gaullistes et démocrates pour le soutien à la candidature de François Mitterrand »*.

• **Roger-Gérard Schwartzenberg**, vice-président du MRG, assure que *« le septennat finissant s'est marqué par un recul des libertés qu'organise un régime anxieux de supprimer tout ce qui pourrait former entrave à son pouvoir absolu. (...) Dans l'histoire de notre pays, c'est toujours la gauche qui a lutté pour la défense et le développement des libertés. Il en ira bien sûr de même à partir du 10 mai prochain »*.

• **Cent quatre élèves de l'Ecole polytechnique**, *« conscients des conséquences que leur impose l'obligation de réserve, estiment que François Mitterrand et ses collaborateurs semblent aussi compétents que le candidat sortant, mais que leur politique prend plus en compte la réalité humaine de notre pays »*.

• **Le Mouvement pour une alternative non violente** souligne *« les contradictions fondamentales qui existent entre un projet socialiste et le choix du nucléaire militaire et civil »*, et ajoute qu'il entend *« apporter son soutien au candidat de la gauche socialiste afin qu'au moins les chances soient preservées de construire une société plus juste et plus libre »*.

• **La jeunesse européenne fédéraliste** *« constate avec regret que le septennat de Valéry Giscard d'Estaing a fait passer l'Europe aux oubliettes et que seul François Mitterrand s'est engagé à proposer à ses partenaires une relance de la construction européenne. »* Elle appelle à voter massivement le 10 mai pour le candidat de la gauche ».

• **Le Mouvement français pour le planning familial** s'est prononcé pour un vote en faveur de François Mitterrand.

• **Le mouvement des radios libres** souhaite la victoire de François Mitterrand pour en finir avec le *« parti unique de l'audiovisuel, qui tente d'organiser le conditionnement des esprits, la mystification quotidienne de la réalité, la reproduction des modèles sociaux dominants »*.

• **Quatre mouvements gaullistes ont annoncé leur soutien à François Mitterrand :** l'Union gaulliste progressiste; l'Union gaulliste populaire, dont René Capitant fut un des fondateurs; le Club de la Commune; et Vigilance républicaine. *« Notre appel s'adresse à la jeunesse française, aux travailleurs, qui forment le corps de la nation et qui, bien plus que les couches privilégiées, sont liés à son destin. Le 10 mai, les groupes d'intérêts parasitaires doivent être brisés. Nous croyons en la voie progressiste pour la France. Nous avons un nouvel espoir : il s'appelle François Mitterrand. »* Parmi les signataires, on relève les noms d'Yves Le Tac et du colonel Hugo-Bonneville.

• **La Fédération des gaullistes de progrès** dresse le bilan du septennat et conclue : *« Giscard d'Estaing ne mérite plus d'être président de la République. »* Sept années de giscardisme, ce sont *« sept années d'échec dans le domaine économique, sept années de compromission et de corruption, sept années d'atteinte aux libertés, sept années d'injustice sociale »*, déclare Jacques Blache, secrétaire national des gaullistes de progrès. Ils accusent Valéry Giscard d'Estaing d'avoir tenté de faire disparaître et le gaullisme et l'héritage politique du général de Gaulle : *« Chaque gaulliste en déposant son bulletin dans l'urne doit penser au coup de poignard donné au général par Giscard en 1969. C'est le retour du balancier. »* Face à la nouvelle main tendue du président sortant, les gaullistes de progrès répondent : *« Il est beaucoup trop tard. »* Après la victoire de la gauche, *« dans une démocratie retrouvée »*, ils continueront à défendre leurs objectifs.

• Le congrès national du Syndicat des journalistes français CFDT, réuni à Bruguières, près de Toulouse, du 30 avril au 3 mai, a appelé tous les partisans de la liberté d'expression à voter le 10 mai pour François Mitterrand. Dans une motion, adoptée à l'unanimité, les journalistes déclarent que Valéry Giscard d'Estaing, durant son septennat s'est révélé *« l'ennemi numéro 1 de l'information »*. Ils considèrent qu'une victoire de la gauche *« pourrait contribuer à développer une information libre et indépendante pour laquelle ils se sont battus et continueront à se battre »*.

• Le général François Binoche, compagnon de la Libération, conseiller municipal de Nice, président d'honneur de l'Union des gaullistes de progrès.

## BREF

### Faux rebonds à Marseille

RENÉ GALLIAN, ancien président du club de football Olympique de Marseille, a été inculpé lundi d'escroquerie et d'infraction à la législation économique, en sa qualité de directeur de deux maisons de retraite.

L'épouse et le gendre de M. Gallian ont fait l'objet de la même inculpation.

L'information judiciaire, ouverte il y a près de quinze mois, avait abouti, le 20 mars 1980, à l'inculpation pour complicité d'escroquerie, d'une religieuse, directrice d'une œuvre religieuse. Par la suite, trois commerçants d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) avaient été inculpés, de leur côté, d'infraction à la législation économique.

• **Madrid.** — Les recherches policières pour localiser les auteurs des deux attentats commis lundi matin à Madrid et à Barcelone se poursuivaient mardi matin dans toute l'Espagne.

Les quatre auteurs de ce double attentat ont été identifiés par la police comme des membres des Groupes révolutionnaires antifascistes du premier octobre (GRAPO), une organisation dont la nature demeure ambiguë. L'un d'entre eux a été très grièvement blessé et arrêté.

• **Le poids léger** français Frédéric Geoffroy s'est qualifié, lundi soir, pour les quarts de finale de la catégorie en battant aux points, en huitième de finale, l'Anglais Renard Achton.

• **Une manifestation** en faveur des détenus politiques d'Irlande du Nord devait avoir lieu ce mardi, à 18 heures, devant la gare Saint-Lazare.

# Nouvelle escalade des taux d'intérêt aux Etats-Unis

LA Réserve fédérale, ne parvenant pas à maîtriser la croissance de la monnaie et du crédit par ses interventions sur le marché des capitaux, a eu recours lundi 4 mai à l'arme classique du jeu du taux de l'escompte.

Elle a brutalement annoncé un relèvement d'un point de son taux d'escompte, le portant à 14 %, soit le plus haut niveau de l'histoire des Etats-Unis.

En même temps, elle a décidé de relever de 3 à 4 % la « surcharge du taux d'escompte », qu'elle applique aux grandes banques qui empruntent par trop auprès d'elle. En cas d'« excès », celles-ci devront payer en fait un taux d'escompte de 18 %.

Les décisions de la FED reflètent essentiellement l'échec partiel de ses efforts, face à une activité économique plus forte que prévue, visant à maintenir la croissance de la masse monétaire dans la zone des 6 % par an.

Cet échec était d'autant plus vivement ressenti dans certains milieux gouvernementaux, indique-t-on de source informée, que tant que le programme budgétaire du président Reagan ne sera pas entré dans les faits, c'est la FED qui se trouve seule en « première ligne » dans la lutte contre l'inflation.

La FED, rappelle-t-on, est un organisme indépendant du pouvoir exécutif, et ses fonctions sont, en gros, celles d'une banque centrale.

Les statistiques officielles publiées ce week-end ont révélé que la masse monétaire avait progressé de 13,7 % au cours des trois mois arrêtés le 22 avril, et de 18,5 % au cours des quatre semaines arrêtées à la même date.

L'accentuation, lundi, de l'escalade des taux d'intérêt américains a eu dans l'immédiat les conséquences habituelles : une forte montée du dollar sur les marchés des changes, les capitaux flottants se trouvant attirés vers les Etats-Unis, et une baisse marquée des cours à Wall Street.